大紀元 EpochTimes
ÉDITION FRANÇAISE

35 PAYS, 21 LANGUES, UN JOURNAL EN PLEINE EXPANSION

WWW.EPOCHTIMES.FR | BIMENSUEL | 1 – 15 JUIN 2013 | ÉDITION 247

Le printemps de la bio 2013

Page 11

Consommer bio à Paris

Spécial bio P. 15

Oblomov, un classique russe à la Comédie Française

Culture P. 20

Une décision à soixante millions de dollars

« J'ai refusé de prendre l'argent d'un gouvernement qui tue sa propre population »

MATTHEW ROBERTSON

Jeffrey Van Middlebrook, un inventeur au génie universel de la Silicon Valley, a découvert en 2006 un procédé pour isoler le gaz produit par la combustion des déchets. Une telle invention, déployée à l'échelle industrielle, pourrait valoir une fortune.

Cet entrepreneur a inventé le système dans son atelier et l'a baptisé le liquéfacteur de gaz polyvalent à isolation fractionnelle de la combustion. Après l'avoir fait fonctionner à petite échelle, il a chercher à lever des fonds. Ni le gouvernement, ni l'entreprise privée n'étaient intéressés à fournir les financements nécessaires pour faire fructifier l'invention à l'échelle industrielle.

En 2011, la Chine frappe à sa porte. À deux reprises, M. Van Middlebrook rencontre des délégations du Parti communiste : l'une de la province de Hubei à San Jose en 2011 et l'autre de la province de Jiangsu à San Francisco en février 2012.

Lire la suite page 6

Jasper Fakkert/Epoch Times

L'entrepreneur Jeffrey Van Middlebrook au Pioneer Park en Californie, le 14 mai 2013. Cet inventeur a refusé 60 millions de dollars de financement en Recherche et Développement du gouvernement chinois après avoir découvert que le régime prélevait les organes des prisonniers de conscience.

L'éthique sur l'étiquette, le retour du *made in France* ?

FRÉDÉRIQUE PRIVAT

1 127 ouvriers sont morts lors de l'effondrement d'un immeuble au Bangladesh le 24 avril dernier. Cette information, la plus grande catastrophe industrielle de ce pays, a fait maintenant le tour du monde et suscité depuis, de nombreuses interrogations quant à la responsabilité sociale des multinationales dont les produits textiles y étaient fabriqués.

Car des étiquettes retrouvées dans les décombres révèlent que le monde entier trouvait à s'habiller pour pas cher, grâce au travail de ces milliers de petites mains : le suédois H&M, les espagnols Zara et Mango, l'américain PVH (Calvin Klein, Tommy Hilfiger), le canadien Joe Fresh, le britannique Bon Marché, l'italien Benetton et les français Carrefour, Auchan, Camaïeu, etc.

Une production réalisée dans des conditions d'insécurité terribles, puisque l'immeuble, abritant 5 ateliers textiles, fut construit initialement en vue d'en faire un centre commercial, et ne devait se composer que de 6 étages, et pas des 9 actuels. Il est donc évident que la présence d'ateliers textiles comportant des machines lourdes et surtout près de 3 500 ouvriers présents des heures durant, n'a pu que fragiliser un bâtiment qui n'était pas conçu à cet effet. À cela, s'ajoute une exploitation digne de l'esclavage, dénoncé par tous, ONG, syndicats, jusqu'aux plus hautes instances. *« Un travail d'esclaves »* a dit le pape François, ajoutant dans un communiqué à Radio Vatican : *« Le titre qui m'a vraiment frappé le jour de la tragédie du Bangladesh était* "Vivre avec 38 euros par mois". *C'est ce qu'étaient payés tous ces gens qui sont morts. C'est ce qu'on appelle du travail d'esclaves ».*

Payer un peu plus ces ouvriers, pour qui se nourrir chaque jour constitue un défi, c'est ce que réclame Muhammad Yunus, le père du microcrédit, dans une tribune sur le *Huffington Post* : doubler le salaire horaire des ouvriers qui ne gagnent que 24 centimes d'euros par heure et inciter, en bout de chaîne, le consommateur à payer « 50 centimes » de plus par vêtement en magasin.

Mais cette révolte, c'est aussi chaque citoyen, s'habillant tous les jours, qui en évalue aujourd'hui le prix véritable et s'exprime à coup de tweets, de commentaires Facebook ou par le biais de pétitions pour dénoncer l'insupportable vérité.

Le mouvement citoyen international Avaaz a ainsi lancé une pétition, simple mais efficace, demandant à toutes les multinationales bénéficiaires des productions textiles au Bangladesh d'établir puis de signer un accord avec les usines du pays afin de garantir des meilleures conditions de sécurité au sein des bâtiments de production. Et les résultats se profilent, jour après jour, puisque le million de signataires a été dépassé, et que les entreprises engagent, les unes après les autres, leur responsabilité sociale.

En France, le collectif Éthique sur l'étiquette, créé en 1995, et filiale du réseau européen Clean Clothes Campaign (littéralement « campagne pour des vêtements propres ») agit en faveur du respect des droits humains au travail et mobilise l'opinion française pour faire pression sur les décideurs économiques et politiques.

Lire la suite page 4

Affaire Tapie : Christine Lagarde échappe à une mise en examen

CHARLES CALLEWAERT

L'arbitrage controversé rendu en 2007 par le ministère des Finances pour clore le litige entre le Crédit lyonnais et l'homme d'affaires Bernard Tapie a suscité de nombreuses interrogations, au point que le Parti Socialiste a saisi la Cour de Justice de la République (CJR) en avril 2011.

C'est dans le cadre de cette procédure judiciaire que Christine Lagarde, la ministre de l'Economie de l'époque et l'actuelle directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI), a été mise en cause pour *« complicité de détournement de biens publics et complicité de faux »* et convoquée ces jeudi et vendredi derniers *« en vue d'une mise en examen »* par la CJR.

Il n'est pas inutile de rappeler les éléments principaux de cette affaire qui dure depuis plus de vingt ans. Bernard Tapie, qui était propriétaire d'Adidas depuis 1991, met en vente son entreprise en 1993 avec l'aide du crédit Lyonnais.

Lire la suite page 5

Cuba : une ère post-Castro se dessine

ARTURO LOPEZ-LEVY

Avec une ère post-Castro qui se profile à l'horizon, l'administration Obama devrait se forger une volonté politique dans le but de préparer les États-Unis pour février 2018, date à laquelle ni Fidel ni Raúl Castro ne seront plus à la tête de l'État cubain.

Lire la suite page 9

UNE CHINE LIBRE

138 926 345 citoyens ont renié le Parti communiste chinois

Lire page 7

SOMMAIRE

Actualités

2 Publicité
3 Société
4 Actualités
5 Économie
6 Chine
7 Chine
8 International
9 Europe
10 Auto

cahier A

Epoch Life

11 Le printemps de la bio
12 Le jardin bio
13 Le jardin bio
14 Les abeilles contemporaines
15 Le bio à Paris
16 Plantes sauvages
17 L'avenir de la bio
18 Pub
19 Culture
20 Théâtre

cahier B

CONTACTEZ-NOUS

Courrier des lecteurs
courierdeslecteurs@epochtimes.fr

Publicité
pub@epochtimes.fr

Téléphone : 01 45 86 41 95

Pour en savoir plus, lire page 13

WWW.EPOCHTIMES.FR

Comme un mammouth dans un couloir de la Cour des Comptes

AURÉLIEN GIRARD

« Prenez vos cahiers » – Problème : sachant que le budget de l'Éducation nationale est la première dépense de l'État à 6,9 % du PIB (137,4 milliards d'euros), que les salaires des enseignants représentent 17 % de la dépense publique nationale (soit 49,9 milliards d'euros) et que le déficit du budget de l'État était en 2012 de 4,8 % du PIB ; sachant que la France consacre à l'éducation des moyens supérieurs à des pays qui assurent mieux la réussite de leurs élèves, ce qui ne l'empêche pas d'être en chute libre à la 18e place sur 34 pays membres de l'OCDE pour la réussite scolaire ; sachant enfin que les enseignants français sont payés en moyenne 20 % de moins que leurs collègues de l'Union européenne, sans réelle reconnaissance de leur mérite pédagogique, de leurs réussites, de leur implication, faut-il repenser l'organisation de l'enseignement en France ?

ÉDITO

Non ! répondent les principaux syndicats enseignants à la lecture de la nouvelle alerte et des propositions de la Cour de Comptes, publiées ce 22 mai. Non, rien n'est à changer qui tenterait de remettre en cause un système datant des années 1950.

« Faites taire la Cour des Comptes ! », hurle le SNALC (syndicat national des lycées et collèges), qui « s'insurge contre le rapport publié par la Cour des Comptes sur la gestion des enseignants », lequel vise ni plus ni moins « à la destruction de notre École ».

Le premier syndicat français, la FSU (fédération syndicale unitaire), parle lui d'un « rapport à la sauce Chatel » et le voit comme la simple expression « d'un club politique ». Vincent Peillon, ministre de l'Éducation, se limite à prendre acte des recommandations et à noter « certains désaccords ».

De quoi la Cour des Comptes est-elle coupable ? D'abord d'oser dire ce que les chiffres montrent : « La capacité du système scolaire français à assurer la réussite de tous les élèves est médiocre comparée à celle des autres pays développés ». Puis, de constater une gestion de masse uniforme et inégalitaire (« Les enseignants du secteur public ne sont pas affectés dans une école ou un établissement en fonction de leurs compétences individuelles, ni en fonction des besoins des élèves concernés. Ils sont choisis informatiquement, par un barème automatique donnant des points selon divers critères ».) D'en conclure que le recrutement prévu de 60 000 enseignants supplémentaires n'aura aucun effet positif sans réforme structurelle de l'Éducation nationale. Et enfin de proposer des pistes de solutions, parmi lesquelles une meilleure valorisation du parcours enseignant (la mutation dans un endroit de leur choix étant à ce jour la plus grande promotion imaginable), une remise à plat des missions d'enseignement et une véritable gestion de proximité du corps enseignant.

La FSU qui se scandalise de voir posée une réflexion sur les missions des enseignants, parce que celles-ci sont posées depuis 1950, ne semble pas voir que le scandale est peut-être justement que rien n'ait pu changer depuis plus de 60 ans. Paralysé dans son permafrost corporatiste, le mammouth de l'Éducation nationale voit passer les générations nouvelles chacune plus en souffrance éducative et attend sans doute patiemment d'être un jour exposé dans un musée pour vieilles choses inutiles et disparues. Etouffés par les positions nationales des grands syndicats – qui craignent qu'une gestion de proximité de l'enseignement ne les affaiblisse – des centaines de milliers d'enseignants voient leur passion de transmettre les savoirs et de préparer les générations futures prise en otage par la peur du changement. Zéro de conduite. ■

Les 31 Mai, 1er et 2 Juin 2013 !

Fête des marchés

Association des Marchés bio de Paris et d'Ile-de-France
http://www.marches-bio.org/

PANIERS GARNIS D'UNE VALEUR DE 30€ À GAGNER PAR TIRAGE AU SORT!

31 Mai 2013 : 12 paniers aux Lilas

1er Juin : 25 paniers Boulevard des Batignolles

2 Juin : 30 paniers Boulevard Raspail

ANIMATION JONGLEUR AU MARCHÉ

Devenez propriétaire à Thiais

Votre
2 PIÈCES
pour
713 €/mois(6)

TVA 7 %(4)

LOI DUFLOT(5)

Via Verde

DU 1ER AU 16 JUIN 2013

FRAIS DE NOTAIRE OFFERTS ET CONDITIONS DE FINANCEMENT EXCEPTIONNELLES(2)

1 CAVE OFFERTE(3)

- **Une résidence au calme, en cœur d'îlot**
- À 7 km de Paris et à 4 km d'Orly
- **De belles expositions sud**
- **Espaces de vie extérieurs : balcons, terrasses, loggias**
- **Une résidence labellisée BBC** (Bâtiment Basse Consommation)(1)
- Du studio au 4 pièces
- Un agréable jardin paysager

ESPACE DE VENTE : 71, BOULEVARD DE STALINGRAD - THIAIS

Ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, samedi et dimanche de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.
Fermé mardi et mercredi

01 45 87 70 20

Renseignements : via-verde@po-p.fr

PARIS OUEST PROMOTION

(1) Demande de labellisation en cours. (2) à découvrir sur l'espace de vente du 1er au 16 juin 2013. (3) Offre valable du 1er au 16 juin 2013 pour les 5 premiers réservataires à partir de l'acquisition d'un 3 pièces. (4) Sous conditions d'éligibilité. (5) Selon la législation en vigueur au 01/01/2013 ; susceptible de modifications. (6) Exemple de financement pour une opération d'acquisition de résidence principale d'un montant de 192 000 € avec 10 % d'apport soit : 19 200 € (hors frais). L'opération est réalisée en zone A par un couple sans enfant, dont le revenu fiscal de référence de 2012 sur le revenu 2011 est de 28 000 €, bénéficiant d'un Prêt à taux zéro+ avec label BBC (sous réserve de la réglementation en vigueur). Cet achat est réalisé grâce à un prêt Liberté d'un montant de 109 440 € sur une durée de 25 ans, d'un prêt à taux zéro+ d'un montant de 63 360 € sur une durée de 25 ans pour une mensualité globale lissée hors assurances de 713,63 € pendant 25 ans. Foncier Liberté : Prêt amortissable, à taux fixe pendant toute sa durée. Mensualités (hors assurances) de 713,63 € pendant 14 ans, puis 233,61 € pendant 11 ans. TEG annuel (assurances (*) comprises) : 4,40 %. Coût total (avec assurances) : 51 795,24 €. Le montant des frais de dossier est de 500 €. La cotisation d'assurance est de 0,384 % l'an du capital emprunté pour un capital assuré à 100 %. Prêt à taux zéro+ : Prêt amortissable, à taux fixe. Mensualités (hors assurances) de 0 € pendant 14 ans, puis 480 € pendant 11 ans. TEG annuel (assurances (*) comprises) : 0,49 %. Coût total (assurances uniquement) : 6 082,56 €. La cotisation d'assurance est de 0,384 % l'an du capital emprunté pour un capital assuré à 100 %. Barème en vigueur au 15/01/2013, sous réserve d'acceptation du dossier par le Prêteur - Crédit Foncier de France S.A. au capital de 2 403 917 964,50 € - Siège social - 19, rue des Capucines - 75001 Paris / 542 029 848 RCS Paris - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 023 327. L'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 10 jours. La vente est subordonnée à l'obtention d'un prêt et si celui n'est pas obtenu, le vendeur doit lui rembourser les sommes versées (article L.312-5 du code de la consommation). Aucun versement, de quelque nature que ce soit, ne peut être exigé d'un particulier, avant l'obtention d'un ou plusieurs prêts d'argent (article L.321-2 du code la consommation). (*) Assurance décès, perte totale et irréversible d'autonomie et incapacité de travail. OSWALDORB - Document non contractuel - Libre interprétation des artistes - Perspective : IMO 55 - Paris Ouest Promotion R.C.S. 515 061 391 - 05/2013.

ANNE-CHRISTINE POUJOULAT/AFP

Daniel et Denise Vuillon, maraîchers et créateurs de la première Amap (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) le 29 novembre 2011, au milieu de leur production de courges dans leur exploitation à Ollioules.

Réinventer une consommation éthique et durable

DAVID VIVES

« *Les distributeurs sont hors-la-loi* ». Cette dernière déclaration en date de Jean-René Buisson, président de l'Association Nationale des Industries Alimentaires (Ania), a bousculé le secteur agroalimentaire. De quoi relancer le débat agité qui secoue le monde de la distribution depuis deux décennies. Les distributeurs ont qualifié le commentaire d'« *acte de propagande scandaleux* », avançant les difficultés justifiant la mauvaise santé du secteur agroalimentaire. L'enjeu du secteur n'est pas seulement comment nourrir les Français mais comment garantir la compétitivité et la croissance. Ces deux objectifs ne vont pas toujours dans le même sens. En 2012, selon l'AFP, « *l'agroalimentaire a réalisé un chiffre d'affaires de 160,9 milliards d'euros, en hausse de 2,3 % par rapport à 2011* ». Et pourtant, le secteur a supprimé près de 4 000 emplois la même année, et 5 000 en 2013. On a compté également 300 défaillances d'entreprises sur cette période.

L'argumentaire des grandes enseignes reprend souvent des termes comme la baisse du pouvoir d'achat, la disponibilité des produits, l'essor économique et la création d'emploi. Les hommes politiques ont également réagi : en 1950, c'est sous leur impulsion – non affichée à cette époque –, que la première grande surface Leclerc a ouvert ses portes. Aujourd'hui, les grand groupes français sont des acteurs économiques majeurs, et ouvrent des grandes surfaces aux quatre coins du globe. Les commerces de proximité tels qu'ils existaient il y a cinquante ans, ont ainsi disparu de notre horizon quotidien. Les lieux de vie se sont déplacés vers les grandes surfaces et les centres commerciaux. Malgré cela, les habitudes de consommation ne sont pas irréversibles car le secteur de l'agroalimentaire industriel montre des signes de faiblesse depuis quelques années.

La difficile équation entre l'éthique et le pouvoir d'achat

Le cœur des Français n'est pas toujours en accord avec leur porte-monnaie : d'après un sondage, 80 % des Français sont contre l'élevage massif. Pourtant, 90 % des Français consomment ce qu'ils trouvent au supermarché ou à l'hypermarché du coin.

Certaines questions éthiques ont émergé avec la connaissance par le grand public des conditions de production. On a découvert qu'un poulet d'élevage, qui est vendu à bas prix, atteint l'âge adulte en seulement 21 jours, par les techniques sophistiquées de production massive, là où la nature met trois mois.

On constate que les normes sociales définies par l'OMC sont bien insuffisantes pour encadrer les conditions de travail. Par ailleurs, la précarité dans le secteur agroalimentaire est générale. Les PME peuvent rarement s'intégrer aux grandes surfaces, car les conditions sont trop lourdes ; par exemple, il leur faudrait pouvoir payer les nombreuses commissions réclamées par les grands groupes, être en mesure de produire dans de très grandes quantités, etc. Les petits producteurs sont donc rarement sur les rayons des hypermarchés, il leur est difficile de se faire connaître et d'exister. Les circuits de commercialisation, en dehors du système actuel, n'ont pour la plupart, pas survécu et la vente directe des produits issus de l'agriculture biologique est difficile à mettre en place.

Le développement unilatéral de la grande distribution

Dans les années 50, alors que le marché noir avait sérieusement dérégulé le commerce et que l'inflation galopait, l'apparition du premier supermarché a changé la donne. Encouragé par le milieu politique et plébiscité par les Français, dans un premier temps, tout le monde a trouvé cela intéressant. « *Les consommateurs payent moins cher, et cela permet également au monde agricole d'avoir des débouchés importants. Au lieu de vendre 2 ou 3 cagettes aux épiciers, ils se trouvent face à des clients qui achètent par palette entière, voire par camions. Côté industriel, la vente en gros est tout aussi profitable* », explique Christian Jacquiau, économiste et auteur d'ouvrage sur les coulisses de la grande distribution.

Les centrales d'achat ont ensuite demandé une contribution de « *référencement* », pour permettre aux fournisseurs de figurer sur une liste de produits conservés dans les supermarchés. D'autre part, les produits non référencés sont tout simplement condamnés à ne pas exister en magasin. Les centrales ont encore demandé aux fournisseurs de prendre en charge de plus en plus de coûts, faisant jouer la concurrence à l'intérieur même des supermarchés et hypermarchés.

D'après Christian Jacquiau, « *il a été trouvé 548 raisons de demander de l'argent supplémentaire au fournisseur, ce qu'on appelle les marges arrières* ». Ainsi, ces marges qui représentent des bénéfices nets pour les distributeurs vont de 30 % à 50 % du prix du produit. À cela s'ajoutent les multiples leviers à disposition des centrales d'achat pour faire payer le producteur.

À ce jour, la France est le pays possédant le plus d'enseignes de grandes surfaces au monde. Le modèle de grande distribution propre à notre pays est une référence en matière de développement économique. Ce système s'exporte très bien à l'étranger ainsi que la délocalisation de la production. Le marché mondial permet alors de faire jouer la concurrence, et de faire produire ailleurs que chez nous, là où les conditions d'exploitation sont encore moins onéreuses.

Un cadre juridique impropre à apaiser les antagonismes

Entre 1990 et 2010, malgré les efforts des pouvoirs publics, 80 % des agriculteurs français ont disparu. L'agriculture de masse, dans notre pays, est subventionnée par la PAC. Or, ce sont les contribuables qui payent et qui permettent à ce système de fonctionner. Pour alimenter ce système protectionniste, les responsables politiques français tentent d'obtenir gain de cause à Bruxelles. Parallèlement à cela, la législation existante pour encadrer le secteur de l'agroalimentaire fait encore défaut.

L'ordonnance de 1986 légiférant sur la concurrence et le commerce a reglementé les rapports commerciaux. Les pouvoirs publics se sont néanmoins aperçus des dérives liées au monopole évident du secteur par cinq centrales d'achat. Devant la menace de la disparition des petits commerces, une législation spécifique a été adoptée pour endiguer la progression des grandes surfaces.

L'extension des grandes surfaces se trouvait alors entravée par une commission locale, mais avec possibilité de faire appel au niveau national. Michel-Edouard Leclerc, dans son ouvrage *La Fronde des caddies*, évoque les pratiques des distributeurs consistant à acheter en millions d'euros l'implantation des grandes surfaces au niveau régional. Cette pratique concernerait, d'après lui, une grande surface sur deux.

De 1993 – date où des parlementaires ont étudié le dossier de la grande distribution – à 2000, peu de choses ont changé.

« *Les différentes modifications réglementaires semblent refléter davantage une volonté politique de satisfaire certains groupes de pression, qu'une véritable analyse économique de la situation* », relève Marie-Laure Allain, chercheuse au CNRS et Claire Chambolle, dans une étude parue dans *Revues Françaises d'économie* en 2000. Depuis les années 2000, les lois votées n'ont abouti qu'à peu de résultat en terme de régulation et de pérennisation du secteur industriel, mais elles ont cependant renforcé les paradoxes.

D'après Jean-René Buisson, président de l'Ania, « *on retrouve des méthodes inacceptables qui avaient disparu. Il est temps que les distributeurs prennent leurs responsabilités et acceptent de payer le juste prix des produits. S'ils n'en prennent pas conscience eux-mêmes, il va falloir les y contraindre* ». D'après lui, sont en cause les pouvoirs publics, et la loi de modernisation de l'économie (LME), qui prévoit dans son volet « *concurrence* » la possibilité de créer une discrimination tarifaire. Cette pratique commerciale, interdite depuis la fin des années 50, est entrée en vigueur en 2009. Alors que cette loi prévoyait la fin des marges arrières, les industriels ont dénoncé une « *situation catastrophique* » amenée par la guerre des prix.

Début mai 2013, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a décidé de rééquilibrer la balance. La loi Hamon permettra aux industriels d'imposer ou d'augmenter leurs tarifs de base, ainsi que leurs conditions générales de vente aux distributeurs. Ce dispositif, censé « *redonner du pouvoir aux consommateurs* » d'après le Premier ministre, diminuera celui des distributeurs qui devront répondre aux engagements des fournisseurs en s'engageant sur les quantités achetées ou la mise en avant de celles-ci.

L'intervention positive des pouvoirs publics

La volonté des pouvoirs publics de se saisir de la question de la souveraineté alimentaire peut changer la donne. Prenons un exemple venant de l'étranger.

À Toronto, la cherté et le long acheminement de la nourriture rend celle-ci difficilement disponible pour les populations défavorisées, contraintes à se rabattre sur la nourriture *low-cost*, généralement plus grasse et moins riche en nutriments. Pour lutter contre ce phénomène, la ville a mis à disposition des terrains situés dans des quartiers défavorisés. La logistique et la distribution sont subventionnées, et les produits sont vendus à prix coûtant. Grâce aux associations en place, notamment Foodshare, les fruits et légumes sont redevenus disponibles aux personnes les plus défavorisées.

La stratégie a réussi à redynamiser les rapports entre organisations publiques et privées, et même si les grandes compagnies règnent toujours sur l'approvisionnement en nourriture, les résultats sont là. « *Depuis 25 ans, les grandes compagnies dominent le système. Mais on pourrait bien être en train d'assister à une reconfiguration du pouvoir qui ferait plus de place aux aspirations sociales* », explique Harriet Friedmann, géographe à l'université de Toronto et membre du conseil des citoyens.

La souveraineté alimentaire est un concept plutôt novateur, évoqué en 1996 pour la première fois lors d'un Sommet de l'alimentation, et depuis, repris par divers courants altermondialistes. L'idée est qu'il existerait un droit international permettant aux États de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées aux populations.

Les nouveaux consommateurs en action

La succession des scandales sanitaires a été la raison principale pour une remise en question profonde de la part des populations sur leurs habitudes alimentaires. En 1970, au Japon, suite à la maladie de Minhata qui touchait les vaches, les mamans ont cherché du meilleur lait pour leurs enfants. Le concept de ferme solidaire, « *Teikei* », a émergé. Les populations locales se sont détournées des points de ventes habituels. Aux États-Unis, puis en France suite à la maladie de la vache folle, une poignée de paysans se sont rassemblés pour créer l'AMAP, en important le concept né au Japon.

L'Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP), qui regroupe 6 000 producteurs répartis dans toute la France, a créé un système tout à fait novateur. Le principe est que l'association vit grâce à l'engagement pendant un an de consommateurs sur la production d'une ferme, afin de permettre à un maraîcher de vivre dignement. Le producteur s'engage en retour à leur fournir, chaque semaine, des paniers de fruits et de légumes qu'il aura produits sur son terrain.

L'association fournit un cadre de développement au paysan pour garantir son revenu, et met l'accent sur le rapport direct avec le consommateur. Les avantages sont multiples. L'AMAP favorise l'installation des jeunes agriculteurs et leur fournit un revenu décent. Le consommateur devient alors un partenaire direct et l'agriculteur s'engage à respecter une charte déontologique et écologique.

« *Beaucoup de consommateurs souhaitent devenir acteurs, beaucoup d'agriculteurs veulent continuer leur métier, beaucoup de jeunes souhaitent s'installer dans une agriculture de qualité [les jeunes agriculteurs représentent 80 % des fermes en Amap actuellement en Provence]. La mise en relation des uns avec les autres, reste la préoccupation essentielle d'un mouvement qui est avant tout un mouvement de consommateurs* », témoigne Daniel Vuillon, membre fondateur du projet AMAP. Pour la seule ville de Paris, il existe 60 points de distributions où l'on peut s'inscrire en AMAP et profiter de leurs services. ■

Pour en savoir plus :
Les coulisses de la grande distribution, de Christian Jacquiau (étude).
Les relations entre la grande distribution et ses fournisseurs. Bilan et limites de trente ans de régulation, Marie-Laure Allain et Claire Chambolle, *Revue Française d'Economie* (2003), 17 (4), 169-212.

EpochTimes

Le paradoxe économique français

HEC, 1er au classement mondial dans la formation des dirigeants d'entreprise

IVO PAULOVIC

La formation continue des dirigeants et des managers de l'école des Hautes études commerciales (HEC Paris) vient tout récemment d'être classée numéro un mondial des écoles de commerce. Ce classement général des écoles de commerce est établi par le *Financial Times* chaque année, depuis plus d'une décennie. Parmi les 10 premières écoles, on retrouve également l'Insead (Institut Européen d'Administration des Affaires) à la dixième position. Créé en 1888, le *Financial Times*, filiale du premier éditeur mondial Pearson PLC, est la référence du monde de la finance, des actualités économiques et du libre marché.

Paradoxalement, la France qui excelle dans la formation des dirigeants et managers d'entreprises, est pourtant entrée en récession depuis quelques semaines. La distance entre le savoir enseigner dans ses instituts et la pratique réelle dans la vie économique du pays est-elle un fossé infranchissable ou un obstacle qui, une fois traversé, peut dynamiser l'économie française, actuellement au cinquième rang mondial ? Ce schisme pourrait néanmoins devenir dangereux sur le long terme. Il relève également d'un décalage entre le discours politique, la réalité économique et la difficile balance entre la liberté d'entreprendre et la crainte des inégalités.

Michel Euler/AFP

Le président François Hollande et Pierre Moscovici, ministre des Finances et du Commerce extérieur lors d'une réunion le 29 avril 2013 à l'Elysée avec des entrepreneurs français.

HEC au service de l'excellence

« *Apprendre à oser* » est la devise de l'école HEC dont la vocation est de former les décideurs de demain. Elle a été créée en 1881 par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris au moment où celle-ci faisait preuve d'une certaine méfiance vis-à-vis du commerce. C'est dans les années 1950 que HEC se positionne sur le plan international et affirme sa vocation à former les dirigeants de demain. En 2007, l'école lance la première université du droit d'entreprendre, un séminaire de soutien pour les jeunes créateurs d'entreprise. Elle applique une sélection rigoureuse des étudiants, professeurs et des enseignements d'après les critères d'exigence internationale.

Plusieurs autres écoles de commerce se retrouvent dans le top 50 du *Financial Times*, ce qui traduit une haute qualité générale de cette section académique. Néanmoins, la situation économique française n'est pas à l'image de ces succès montrant l'excellence du système éducatif français en matière de formation des dirigeants d'entreprises.

Une économie française en récession

D'après l'annonce officielle de l'Insee, l'économie française est entrée en récession en mai 2013. La récession signifie que le PIB a diminué pendant deux trimestres consécutifs. En effet, le PIB a diminué de 0,2 %, en parallèle d'un pouvoir d'achat des ménages en baisse de 0,9 % (chiffre record), et d'un recul des investissements de 0,9 % également.

L'Insee prévoit une croissance nulle pour cette année, mais le gouvernement demeure sur sa prévision de 0,1 % de croissance. Cinquième économie mondiale, la France baigne pourtant dans un chômage endémique et voit son économie stagner, alors que les quatre premières économies situées devant elle reprennent peu peu leur souffle après la crise.

Le paradoxe économique français

Parallèlement à un système d'éducation très performant, l'offre des possibilités de réalisation d'idées innovantes en France n'a pas grande réputation à travers le monde. Les compétences des cadres issus des écoles françaises sont pourtant bien connues dans les grandes entreprises multinationales. « *On rencontre de plus en plus de Français expatriés* », exprime Sylvain Dhenin, vice-président chez CTPartners, un cabinet de conseil en recrutement.

De nombreux dirigeants des multinationales sont français, c'est le cas chez Ferrari avec Jean Todt ou bien Hubert Joly, PDG de Carlson, spécialisé dans la gestion de voyage d'affaires. Certains choisissent de s'expatrier pour trouver un terrain favorable à l'éclosion et au développement de leurs idées. « *J'avais un certain nombre d'idées qui n'ont intéressé personne en France* », raconte Philippe Bourguignon, vice-président de Revolution Resorts.

D'après le site internet français Senat.fr, la quasi-totalité des entrepreneurs implantés à l'étranger depuis plus de cinq ans n'envisagent pas de revenir en France. De plus, ils pensent qu'ils ne peuvent pas transposer les méthodes apprises à l'étranger en France. Autre obstacle de taille, l'impôt sur la fortune et sur le patrimoine ou la taxation des plus-values sur les stock-options obtenues à l'étranger. Le rapport des chambres de commerce et d'industrie de la région Rhône-Alpes est explicite à ce sujet : « *L'ordre de grandeur interpelle quand on constate qu'un tiers des jeunes diplômés expatriés, partis très rapidement après l'obtention du diplôme, ne comptent pas rentrer en France. L'investissement perdu se révèle conséquent* ». D'autant plus que le coût de formation d'un ingénieur français est estimé à plus de 300 000 euros pour toute sa formation.

Vers une meilleure éducation économique

L'expatriation des personnes et des capitaux risque cependant d'avoir un effet « *macro-économique* » à long terme. Déjà, l'annonce d'une récession nationale sonne les prémices d'un mal-être plus profond. Le rêve des étudiants est le plus souvent d'intégrer une grande entreprise, au mieux une entreprise multinationale à l'étranger, ou bien d'intégrer la fonction publique. D'après le Groupe de Travail de la Commission des Affaires économiques, le pourcentage des diplômés qui sortent des écoles de commerce et qui créent des entreprises est seulement de 3 %, ce qui aura à moyen terme des conséquences très sérieuses.

L'augmentation récente du rachat de patrimoine français n'est pas sans rappeler une situation globale en France toujours favorable à la croissance. En effet, les tendances de rachats de grands hôtels par les investisseurs qataris ou l'acquisition des domaines viticoles par des richissimes hommes d'affaires chinois révèlent un manque d'audace des entrepreneurs français à investir dans leur propre pays.

La mission que s'est donnée HEC lors de sa création ainsi que d'autres écoles de commerce, est d'apprendre aux jeunes étudiants les possibilités économiques qu'offre le marché libre, à condition d'avoir une idée de développement économique, de saisir les opportunités pour créer de la richesse et des emplois. Reste encore, pour ces futurs entrepreneurs, à apprendre le respect des conditions de commerce équitable, sans lequel aucun mouvement ne pourra être possible en France. Néanmoins, une adaptation de la politique fiscale et sociale actuelle s'avèrerait sans doute nécessaire pour pouvoir mettre à profit cette liberté d'entreprendre sur le territoire national. ■

L'éthique sur l'étiquette, le retour du *made in France* ?

Suite de la première page

Leur pétition « *Bangladesh, halte à l'hécatombe* » disponible en ligne, s'élève déjà à plus d'un million de signataires de par le monde, révélant le poids de la responsabilité individuelle, chacun croyant trouver son compte à payer moins cher pour un nouveau prêt-à-porter.

H&M, premier acheteur de textile au Bangladesh, a fait ainsi le premier pas, en signant le 15 mai dernier un accord avec les deux principaux syndicats bengalis, UniversAll et UNI Global, en partenariat avec l'Organisation Internationale du Travail. Face à la pression, de nombreuses autres marques ont aussi suivi et signé cet accord : Benetton, Mango, Marks&Spencer, Tesco, C&A, Esprit et PVH.

Parmi les marques françaises, seul Carrefour a fait partie des signataires, les autres affirmant ne pas être au courant des transactions de leurs fournisseurs avec d'éventuels sous-traitants. Des considérations qui ne devraient pourtant pas empêcher une prise de responsabilité de ces marques dans les jours ou mois prochains, sous peine probable d'être boycottées par ces mêmes acheteurs qui signent les pétitions.

Car en France, 70 % des consommateurs attachent une importance aux conditions de production de leurs achats : c'est le résultat d'un sondage établi pour le Forum mondial des droits de l'Homme, réalisé une semaine après le drame du Bangladesh. Les Français sont 58 % à accepter de payer plus cher pour des produits respectueux de l'environnement et des droits humains.

MUNIR UZ ZAMAN/AFP/Getty Images

Vêtement retrouvé à l'intérieur d'une usine suite à un incendie ayant fait 8 morts le 9 mai dernier à Dacca au Bangladesh.

Ces chiffres, en hausse depuis quatre ans déjà, reflètent cette tendance citoyenne à améliorer la traçabilité des produits achetés afin d'en détecter et mettre en lumière les éventuelles incohérences apparues sur et autour de la fabrication. Il faut pourtant préciser que les principales préoccupations des Français vont d'abord vers l'origine alimentaire de ce qu'ils consomment, les vêtements venant ensuite, suivis de loin par les meubles et les produits électroniques.

Cette traçabilité, qui permettra de révéler les liens existant entre ces ateliers de production et les multinationales occidentales, devrait favoriser la responsabilisation de ces grandes enseignes envers ces usines délocalisées. Or, il n'existe pas encore de loi établissant ce type de règles. Amnesty International, aux côtés de Sherpa et de CCFD Terre solidaire, œuvre à faire bouger cela, militant pour « *une inscription de la responsabilité juridique des multinationales dans le droit français* ». Parallèlement à ces productions issues de la délocalisation des grandes enseignes multinationales, les entreprises françaises vivant et produisant sur le sol français revendiquent la qualité de leurs produits, s'appuyant sur la logique écologique de consommer local.

Le *Made in France*, reconnu pourtant de par le monde, a été un temps boudé des consommateurs français, mais plusieurs actions en sa faveur leur ont permis de redécouvrir et apprécier les produits de leur terroir et savoir-faire, même textile. Ainsi, un sondage Ifop réalisé pour l'opticien Atol, révèle que 77 % des Français se disent prêts à payer plus pour un produit fabriqué en France, soit 5 % de plus qu'il y a un an.

Dans le prêt-à-porter, c'est le cas d'enseignes telles qu'Armor Lux, plébiscitée par le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, arborant une de leurs marinières fabriquées en Bretagne, ou encore les Laines du Forez, dont les pulls, chaussettes et bonnets sont tous fabriqués dans la Loire à partir de laine de mouton du Limousin, etc. Ces différentes marques manquent de publicité mais des sites consacrés à cette fabrication 100 % française établissent des listes des différentes enseignes [1].

Alors bien sûr, beaucoup déploreront les tarifs quelque peu élevés de ces produits, mais en regard de la qualité et de la longévité de ces produits, on peut alors décider d'acheter moins sans pour autant n'acheter que cela, avec le risque de réduire la taille de sa garde-robe, mais en acquérant des produits de meilleure qualité et présentant une traçabilité courte et lisible. ■

[1] www.lafabriquehexagonale.com

Pour en savoir plus :
www.100pour100-madeinfrance.fr/annuaire
www.madine-france.com/fr/annuaire

Quand la crise économique impacte la santé publique

PAR DR. CÉSAR CHELALA

Giorgos Nikolaidis/AFP/Getty Images

Le 19 mars dernier, des retraités manifestaient à Athènes contre les mesures d'austérité. Les six ans de récession en Grèce ont modifié l'état de la santé publique dans le pays, augmentant les risques de troubles psychiatriques et somatiques.

Crise économique, santé publique, troubles psychiatriques, troubles somatiques, bien-être, mode de vie, croissance, maladies chronique, pouvoir, politique, public, chômage, intoxication alcoolique, dépression, suicide, stress...

La détérioration des perspectives économiques mondiales dans certains pays crée une préoccupation croissante de l'impact des crises économiques sur la santé des populations. Les crises qui frappent actuellement de nombreux pays européens questionnent sur les risques d'un « effet domino » et des conséquences imprévisibles et surtout négatives sur la santé et le bien-être des citoyens.

Ces crises économiques ont été exacerbées par d'autres facteurs tels que le vieillissement croissant de la population, les modes de vie malsains, l'augmentation des coûts des soins de santé et les politiques de santé publique, plus préoccupées par les traitements spécialisés que par les malades chroniques.

Toutefois, les États ne sont pas seuls à fixer les solutions aux crises économiques. Avec la Grèce et Chypre, par exemple, on peut voir que les pays sont à la merci du financement du trio formé par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international. Selon les experts, compte tenu de la forte détérioration de la solvabilité du pays, Chypre a besoin non seulement de prêts, mais aussi des subventions de ces institutions.

Dans les pays pauvres et moins pauvres, les crises économiques provoquent habituellement une réduction de la demande des importations – dont celles des médicaments, des fournitures médicales et du matériel technologique – et la chute des envois d'argent des membres expatriés de la famille. D'autre part, les recettes publiques qui financent les services de santé et les services sociaux chutent.

The Lancet expose la situation de la Grèce, l'un des pays européens les plus affectés par la crise économique mondiale, une crise qui a provoqué une augmentation significative du chômage, passé de 6,6 % en mai 2008 à 16,6 % en mai 2011. Plus catastrophique encore, le chômage des jeunes a explosé dans la même période, de 18,6 % à 40,1 %.

Plusieurs études montrent que le chômage augmente les risques de troubles psychiatriques et somatiques. Ainsi, une forte corrélation a été établie entre la perte d'un emploi et la dépression clinique et infraclinique, la toxicomanie, l'anxiété et le comportement antisocial. D'autres recherches prouvent qu'un chômage prolongé et un taux élevé de mortalité sont liés.

Bien que le cas de la Grèce soit un cas d'école, une étude au Royaume-Uni a révélé que l'augmentation du chômage de masse est liée à une augmentation de 4,45 % du taux de suicides et à une augmentation de 28,0 % des décès dus à l'intoxication alcoolique. D'autre part, une étude menée au Danemark en 2011 révélait une association significative entre chômage, mauvaise perception sanitaire globale de soi et niveaux élevés de stress ressenti.

En Grèce, l'incapacité pour les emprunteurs à rembourser des dettes personnelles importantes, pourrait expliquer en partie l'augmentation du nombre de suicides qui s'est envolé de 40 % les six premiers mois de 2011 par rapport à la même période en 2010. Au même moment, les taux d'homicides et les vols ont pratiquement doublé. En 2010, parmi les personnes qui ont appelé le centre national d'aide contre le suicide, 25 % ont expliqué souffrir de difficultés financières.

Chez les toxicomanes, une hausse de la consommation de drogues par intraveineuse a provoqué une augmentation de plus de 1 000 % des infections de VIH. Dans la population générale, en plus de la consommation de drogues par intraveineuse, la prostitution et les relations sexuelles sont aussi responsables de l'augmentation des infections VIH. Une augmentation de 52 % a ainsi été observée en 2011 par rapport à 2010.

Une autre illustration des conséquences de la crise économique grecque sur les groupes vulnérables est l'utilisation accrue des cliniques de rue dirigées par des organisations non gouvernementales comme la branche grecque de Médecins du Monde, qui rapporte une élévation du pourcentage de leur visiteurs – passé de 3 à 4 % avant la crise à environ 30 % aujourd'hui.

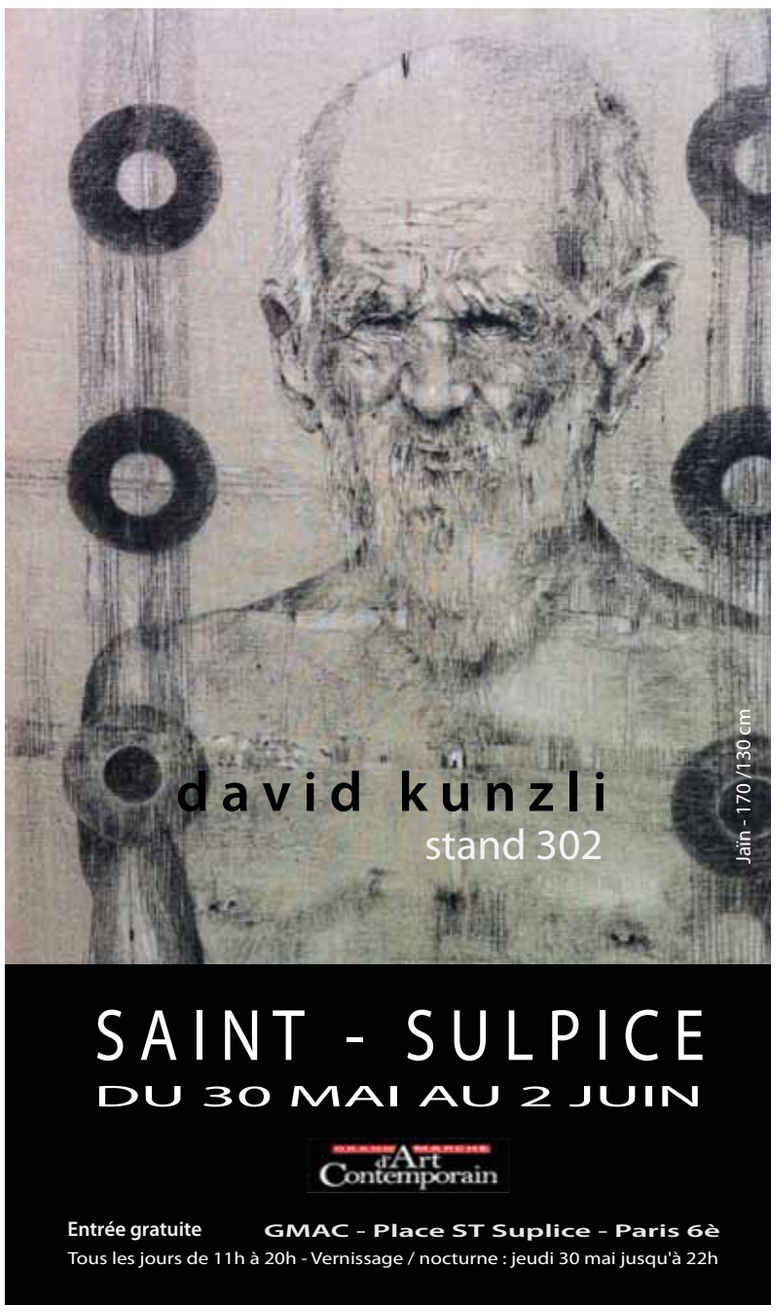
Expliquer l'aggravation de la situation sanitaire par la crise se justifie par le nombre de Grecs qui considèrent leur état de santé comme « *mauvais* » ou « *très mauvais* », soit une augmentation de 14 % de 2007 à 2009. Il n'est pas surprenant si l'on considère qu'en 2012, 10 % des élèves du primaire et du secondaire étaient frappés « d'insécurité alimentaire », souffrant de la faim ou menacés par elle. Suite aux compressions budgétaires, le tiers des campagnes de sensibilisation sociale du pays a été abandonné, avec une diminution des dépenses globales du ministère de la Santé de 23,7 % entre 2009 et 2011.

La crise financière que traversent de nombreux pays actuellement pourrait conduire à des inégalités plus criantes dans les revenus ; avec pour conséquences de grandes différences sanitaires face aux risques d'attraper des maladies transmissibles. Dans de nombreux pays européens, la situation économique qui se détériore augmente les risques tuberculeux.

Au Portugal, la mortalité hivernale des personnes âgées de plus de 75 ans a augmenté de 10 % en 2012 par rapport à 2011. Bien que certains experts s'interrogent sur la pertinence de cette découverte, une mauvaise alimentation et un accès réduit aux services de santé en seraient la cause selon d'autres.

En raison de la crise actuelle, on dénombre en Espagne une montée de la prévalence des patients qui souffrent d'abus d'alcool et de problèmes de santé mentale. La situation grecque présage probablement de l'avenir des pays disposant de systèmes sanitaires et sociaux similaires et qui risquent de traverser des moments difficiles. C'est déjà le cas de Chypre, du Portugal, de l'Italie et de l'Espagne. Il est donc du ressort des gouvernements nationaux de rationaliser les ressources et les moyens, et d'améliorer l'efficacité et la protection de la santé de leurs concitoyens. ■

Dr. César Chelala est consultant international en santé publique.



Affaire Tapie : Christine Lagarde échappe à une mise en examen

Suite de la première page

Celui-ci revend l'affaire à Robert Louis Dreyfus avec d'importantes plus-values, mais il n'en informe pas Bernard Tapie. Ce dernier découvre cependant la supercherie et attaque le Crédit Lyonnais en justice, mais la banque est entretemps devenu insolvable et a appelé l'État au secours afin d'éviter la faillite. Le procès traîne alors pendant neuf ans et se termine à la Cour de cassation, laquelle casse le jugement qui condamnait l'État à payer 135 millions d'euros.

Bernard Tapie propose alors fin 2006, de recourir à un tribunal arbitral, autrement dit une procédure privée, pour régler le litige. Christine Lagarde, alors ministre de l'Économie, a toujours démenti avoir agi sur les ordres du président Nicolas Sarkozy et justifié sa décision d'accepter la procédure d'arbitrage afin de mettre fin à une affaire qui durait depuis trop longtemps. Cependant, le jugement rendu par le tribunal arbitral, qui a accordé au total près de 460 millions d'euros à Bernard Tapie, dont 45 millions d'euros de préjudice moral, semble avoir été tranché en sa faveur. Par ailleurs, l'État n'a pas fait appel de la décision et plusieurs des personnes composant ce tribunal arbitral semblent avoir eu des liens avec les protagonistes de l'affaire. D'où la saisine du CJR.

JACQUES DEMARTHON/AFP/Getty Images

Christine Lagarde, directrice générale du FMI et ex-ministre de l'Économie, à la conférence de presse le 24 mai 2013 à Paris après son audition à la Cour de justice de la République.

Au terme d'une audition marathon qui a duré près de vingt heures étalées sur deux jours, Christine Lagarde, visiblement soulagée, en ressort libre et adresse la déclaration suivante à la presse : « *Je viens d'être entendue par les magistrats. Mes explications ont permis d'apporter des réponses aux doutes soulevés sur les décisions que j'avais prises à l'époque. Mon statut de témoin assisté n'est pas une surprise pour moi car j'ai toujours agi dans l'intérêt de l'État et conformément à la loi* ».

Elle a ensuite annoncé qu'elle rentrait immédiatement à Washington pour rendre compte au conseil d'administration du FMI, qui lui avait déjà apporté sa confiance avant l'audition. Le statut de « *témoin assisté* » est un statut intermédiaire entre celui de simple témoin et celui de mise en examen, mais l'enquête de la CJR n'est pas terminée, et si des faits nouveaux apparaissent au cours de l'audition des autres personnes mises en cause dans cette affaire, la CJR pourrait alors convoquer à nouveau Christine Lagarde et éventuellement procéder à une mise en examen. ■

EpochTimes

Un homme d'affaires renonce à 60 millions de dollars

« *J'ai refusé de prendre l'argent d'un gouvernement qui tue sa propre population* », annonce un inventeur de la Silicon Valley

Suite de la première page

Affiliées à une université en Chine et soutenues par les vastes ressources du Parti communiste, elles lui ont offert, ainsi qu'à un partenaire d'affaires, 60 millions de dollars pour la recherche et le développement. Il aurait eu un laboratoire en Chine, avec les scientifiques, les ingénieurs et l'équipement nécessaires pour déployer son invention à un niveau industriel. C'était au début de 2012 et les négociations avaient été engagées positivement.

En mai 2012, l'associé chinois de M. Van Middlebrook, un scientifique diplômé du Massachusetts Institute of Technology (MIT) qui dirigeait les négociations avec les délégations chinoises, planifiait pour eux un voyage en Chine en septembre 2012.

Les Chinois étaient très intéressés par l'invention de M. Van Middlebrook, en raison de son potentiel permettant de faire avancer les technologies du charbon propre. La Chine est le plus important consommateur de charbon, et la pollution qui découle de sa combustion pour générer de l'électricité est immense. Près d'un demi-million de personnes meurent chaque année en Chine de maladies reliées à la pollution de l'air, et la combustion du charbon est l'une des causes du smog dense qui étouffe les villes chinoises.

(Jasper Fakkert/Epoch Times)

L'entrepreneur Jeffrey Van Middlebrook au Pioneer Park en Californie, le 14 mai 2013. Cet inventeur a refusé 60 millions de dollars de financement en Recherche et Développement du gouvernement chinois après avoir découvert que le régime prélevait les organes des prisonniers de conscience.

Un terrible dilemme

C'est alors que M. Van Middlebrook prend connaissance dans *Epoch Times* que les hôpitaux militaires chinois prélèvent, sans leur consentement, les organes de dizaines de milliers de prisonniers de conscience, essentiellement des pratiquants du Falun Gong, une discipline spirituelle pacifique. Il découvre également les tortures impensables infligées à ces prisonniers et la persécution acharnée, organisée par l'État chinois. Il prend donc ses distances.

« *Quand j'ai commencé à lire cela, j'ai commencé à être déchiré sur le plan moral », explique M. Van Middlebrook. « D'un côté, il y a la Chine qui agite 60 millions de dollars au-dessus de ma tête. C'est très attrayant. Il est très difficile d'obtenir du financement en recherche et développement pour de nouvelles technologies. C'est un processus difficile, peu importe la technologie.* »

Il ajoute : « *Voici un gouvernement étranger qui me fait miroiter des millions de dollars, puis j'apprends ces choses horribles sur la Chine. Je me dis :* "Je ne peux pas faire ça. Je ne peux pas accepter cet argent. Je ne peux pas aller en Chine. Peu importe l'importance de ma technologie, peu importe combien d'argent ils vont investir, je ne peux pas accepter l'argent de la Chine." »

Des amis lui ont demandé : pourquoi ne pas accepter cet argent et développer la technologie pour le bien du monde entier et l'utiliser pour faire quelque chose de bon ? M. Van Middlebrook a alors répondu : « *Recevoir cet argent, c'est recevoir de l'argent tâché de sang. S'il est vrai qu'ils tuent des gens pour prélever leurs organes, et si, au plus haut niveau du gouvernement, des responsables sont impliqués – et je ne vois pas comment cela pourrait ne pas être le cas –, je ne peux pas vendre ma technologie et m'enrichir. Peu importe de savoir comment cette technologie peut venir en aide à l'environnement.* »

L'invention géniale de Jeffrey Van Middlebrook

Jeffrey Van Middlebrook, formé en géologie et en ingénierie, a inventé une multitude d'appareils, dont certains sont actuellement exploités commercialement.

Le système de combustion des déchets utilise une série de chambres. Chaque chambre élimine un élément indésirable du gaz émis, le transformant en liquide. Le système peut capter le dioxyde de carbone, le dioxyde sulfurique et le sulfure d'hydrogène, par exemple. Une fois sous forme liquide, ils peuvent être neutralisés et utilisés dans le domaine agricole ou industriel plutôt que d'être relâchés dans l'atmosphère.

Les autres inventions de M. Van Middlebrook comprennent, entre autres, un dispositif de sécurité pour les scies mécaniques, une caméra qui filme à 360 degrés, un système anti-vol pour voiture commandé à distance et une valve de vidage d'égouts horizontale qu'il a inventée en 1991 et pour laquelle il est actuellement en négociation pour un contrat.

Il dirige la compagnie Invention Dynamics, LLC, et il est bien connu dans le sud de la Californie depuis des décennies. Un article du *Monterey County Weekly* souligne qu'à la fin des années 1970, il a fait « *la menuiserie, la plomberie et l'électricité* » pour le bureau de Gary Kildall, un des pionniers de l'ordinateur personnel.

Environ six mois après avoir informé son collègue qu'il se retirait des négociations relatives au contrat chinois, M. Van Middlebrook a fait parvenir un courrier à *Epoch Times* pour remercier le journal de son « *honnêteté journalistique* ». *Epoch Times* l'a ensuite contacté et a entrepris de relater son histoire.

Il affirme avoir contacté le journal pour « *passer le mot […] et non pas pour se vanter* ». M. Van Middlebrook a dit espérer que les gouvernements et les grandes entreprises, « *pas les petits entrepreneurs comme moi* », commencent à considérer les droits de la personne en Chine avec plus de sérieux. « *Les grandes entreprises doivent s'affirmer : c'est immoral, monstrueusement immoral, et nous ne ferons pas d'affaires.* »

Il a fourni une description détaillée de son invention, permettant à un rédacteur de réviser deux soumissions de brevets d'invention connexes. Il a également donné une photo montrant une partie de l'appareil ainsi qu'une lettre de Leon E. Panetta, l'ex-secrétaire à la Défense américain, reconnaissant l'invention de M. Van Middlebrook. M. Panetta a écrit : « *Votre meilleure ressource est probablement un financement gouvernemental quelconque. Je dois vous aviser que les fonds sont rares pour ce genre de projets en raison de l'état actuel de l'économie.* » C'était en décembre 2008.

La documentation sur les négociations entre M. Van Middlebrook et les délégations chinoises est entre les mains de son ancien collègue chinois, qui dirigeait les négociations, et dont le nom doit demeurer confidentiel à la demande de M. Van Middlebrook. « *Personne ne doit souffrir* », a-t-il indiqué, faisant allusion au fait que le régime chinois est connu pour s'attaquer aux gens qui dénoncent les violations des droits de la personne.

Son associé, d'origine chinoise et qui a grandi en Chine, continue de rendre visite à sa famille et de faire des affaires en Chine. Il pourrait être inquiété par les autorités et voir ses intérêts d'affaires ou sa sécurité menacés.

Ce partenaire possède plusieurs inventions dont l'objectif est de recycler l'eau des déchets industriels en utilisant des microorganismes. Elles devaient être développées commercialement avec les chambres d'isolation de M. Van Middlebrook.

Epoch Times a contacté un autre associé de M. Van Middlebrook, Reinaldo Garcia, un scénariste, musicien et ex-journaliste, pour recueillir son témoignage. M. Garcia travaille actuellement sur un scénario de film avec lui. Il se rappelle avoir lu un message sur la page Facebook de M. Van Middlebrook il y a plusieurs mois, annonçant qu'il avait refusé le financement de la Chine après avoir pris connaissance des prélèvements d'organes forcés sur des prisonniers de conscience.

« *Je me suis dit que peut-être il ne faisait que se vanter. Peut-être qu'il a perdu le contrat et se justifiait en disant qu'il avait adopté une position honorable* », se rappelle M. Garcia. « *Est-ce que c'est vrai ?* » Il dit qu'en discutant avec lui, il a pu vérifier la valeur de son témoignage. « *Il n'était pas gêné d'expliquer les choses. Il a expliqué en détail ce que fait la Chine et comment il s'y oppose. Il aurait pu obtenir le financement pour son projet* ».

Il est impossible de savoir si la technologie que M. Van Middlebrook a inventée aurait pu être déployée à l'échelle industrielle. « *Lorsque les choses prennent de l'ampleur, il y a des problèmes imprévisibles qui surgissent* », explique-t-il. « *Il semble toutefois que ça aurait pu être possible à réaliser et que les bienfaits auraient été importants.* »

M. Van Middlebrook ajoute : « *D'un côté, il y a un principe très élevé [l'environnement], mais pas aux détriment de gens qui sont tués pour leurs organes. Je ne peux m'associer à ça. C'est comme les gens qui savaient ce qui se passait à Auschwitz et qui ont fermé les yeux. C'est ce que la Chine est en train de faire, tuer des gens pour leurs organes. C'est l'Auschwitz chinois. Je le sais grâce à votre journal et si ça veut dire que ma technologie n'est pas développée, je peux me regarder dans le miroir et me dire :* "Je n'ai pas bénéficié de l'argent d'un gouvernement qui tue sa propre population." » ■

Un cinéaste chinois, jadis protégé, aujourd'hui ruiné par ses alliances

Accusé de violer la politique de l'enfant unique, le véritable crime de Zhang Yimou serait d'avoir soutenu Jiang Zemin

XIA XIAOQIANG

Le metteur en scène Zhang Yimou, auteur de « Héros », lors du 15e Festival International du Film de Busan (PIFF) le 8 octobre 2010 à Busan en Corée du Sud.

Un réalisateur de films chinois à succès impliqué dans la propagande d'un dictateur. Cela pourrait être le scénario d'un polar. Pourtant, il s'agit bien d'une histoire vraie. Zhang Yimou, comme les stars de l'industrie du divertissement en Chine, semblait vivre au-dessus des règles. Célèbre pour ses nombreuses conquêtes de belles actrices, ces liaisons se terminaient parfois par un mariage et plusieurs enfants. Au dernier recensement, Zhang Yimou aurait eu sept enfants avec quatre femmes différentes.

Dans la communauté cinématographique chinoise, le comportement de Zhang Yimou est considéré comme une indélicatesse, mais non comme une violation. Cependant, la semaine dernière, la presse d'État chinoise a bel et bien commencé à commenter, proclamant avoir découvert que Zhang Yimou violait la règle stricte de l'enfant unique en vigueur en Chine.

Lire la suite page 7

Des avocats chinois en visite dans un centre de lavage de cerveau passés à tabac

MATTHEW ROBERTSON ET CAROL WICKENKAMP

(Li Fangping via Weibo.com)

De gauche à droite : Wen Haibo, Tang Jitiang, Wang Cheng, Tang Tianhao, Liang Xiaojung, Jian Tianyong, Guo Haiyue, Li Heping, Zhang keke, Lin Qiwei, Yang Huiwen. Suite à leur visite d'un centre de lavage de cerveau, les onze avocats ont été photographiés après qu'ils ont été arrêtés et passés à tabac dans le Sichuan les 13 et 14 mai derniers.

Le 13 mai, une douzaine d'avocats chinois des droits de l'Homme essayant d'enquêter sur un centre extrajudiciaire « *de lavage de cerveau* » dans le sud-est du pays ont été violemment arrêtés par les gardes avant d'être remis aux mains de la police. Ils ont été passés à tabac et maintenus en détention toute la nuit, avant d'être relâchés.

Les avocats étaient allés visiter le centre d'éducation judiciaire Er'ehu dans la ville de Ziyang, dans la province du Sichuan. Le terme « *centre d'éducation judiciaire* » est un euphémisme employé par les autorités chinoises pour se référer à des lieux de rééducation pour « *réformer la pensée* », aussi connu sous le nom de lavage de cerveau. Le centre Er'ehu est réputé pour emprisonner des pratiquants du Falun Gong. Minghui.org, le site internet du Falun Gong, couvre des histoires longues et détaillées concernant les torture mentales et physiques pratiquées à Er'ehu.

Sept avocats ont d'abord été arrêtés à l'extérieur d'Er'ehu pour « *obstruction d'affaires officielles* », selon le CHRD (China Human Rights Defenders), un réseau de recherche et de défense juridique. Quatre autres avocats ont été arrêtés, après s'être rués à Ziyang pour intervenir dans les arrestations. Selon les rapports du CHRD, ceux-ci ont été détenus et interrogés avant d'être relâchés.

Jiang Tianyong, un des premiers avocats touchés par l'incident a déclaré lors d'un entretien accordé le 14 mai à *Epoch Times* :

« *Nous venions tout juste d'arriver au centre d'éducation judiciaire et nous ne nous attendions pas à ce qu'ils soient si agressifs et si violents. Ils ont bondi sur nous et ont commencé à nous frapper. Plus tard, ils nous ont emmenés dans la cellule de la police locale – sur place se trouvaient de nombreux policiers en civil et des agents de la sécurité intérieure. Pendant tout ce temps, ils ont été extrêmement violents. Nous sommes restés dans la cellule jusqu'aux premières heures de la matinée. Ensuite ils m'ont emmené, ainsi que Li Heping, et Tang Hao Tian, dans la cellule du poste de police de la route de Binjiang. Ils ont conduit les cinq autres avocats dans un autre endroit pour les garder encore toute la nuit – c'est seulement aujourd'hui à 11 h 40 qu'ils ont été libérés* ».

La version chinoise de *Deutsche Welle* a demandé à Liu Weiguo, un autre avocat des droits civiques, de fournir ses compréhensions sur la violence du traitement subi par le groupe. Liu a déclaré qu'elle était probablement liée à l'identité du groupe détenu dans le centre et que « *les avocats ont écorné le trou noir de l'appareil d'application de la loi en Chine – à savoir le système de détentions arbitraire des prisons chinoises, la torture systématique, les disparitions forcées ainsi que la persécution du Falun Gong qui a lieu au cœur de la structure destinée au maintien et à la stabilité* ».

Certains rapports qualifient cet établissement de prison « *noire* », terme le plus souvent employé pour désigner les endroits qui détiennent les pétitionnaires qui se rendent à la capitale pour demander réparation au gouvernement chinois.

Des centres de lavage de cerveau comme celui d'Er'ehu à Ziyang ont été établis dans presque chaque ville en Chine, opérant hors du système judiciaire chinois. Ils sont contrôlés par le comité politique et judiciaire local du Parti communiste et par la branche locale du Bureau 6.10, un organisme extrajudiciaire chargé de coordonner la persécution du Falun Gong.

Cette visite courageuse de l'établissement intervient juste un mois après la publication au grand public d'un article détaillé sur le camp de travail de Masanjia, connu pour avoir mené des tortures brutales contre les pratiquants du Falun Gong, et publié dans le magazine chinois de photographie *Lens Magazine*. Les méthodes de torture décrites dans cet article avaient provoqué le déchaînement sur l'Internet chinois, jusqu'à ce que les autorités censurent sa propagation.

À travers le pays, les avocats de défense des droits de l'Homme, aussi appelés avocats *weiquan* en Chine se sont mobilisés pour soutenir le groupe se rendant dans le Sichuan : Teng Biao, un autre avocat *weiquan* bien connu, qui ne s'est pas rendu dans le Sichuan, a laissé sur Sina Weibo, un site de microblog du type Twitter, une photo de cinq autres avocats tenant un panneau où on pouvait lire : « *Ziyang : attaquer frénétiquement les avocats ne camouflera pas les crimes du centre de lavage de cerveau !* » ■

Un cinéaste chinois, jadis protégé, aujourd'hui ruiné par ses alliances (suite)

Suite de la page 6

Cet événement semble être relié aux anciennes relations qu'entretenait le cinéaste avec l'aile dure du Parti.

Ode au totalitarisme

Quand il entama sa carrière, Zhang Yimou semblait vouloir se tenir à l'écart de l'orthodoxie et des jeux de pouvoir du Parti communiste chinois. Son premier film, *Le Sorgo rouge*, a été immédiatement acclamé comme l'œuvre d'un maître, et les critiques notèrent qu'il se situait, ainsi que ses deux films suivants, dans une Chine pré-communiste. Ceci et le fait que Zhang Yimou ne pouvait pas diffuser en Chine, l'a fait passer aux yeux de l'Occident pour un dissident.

Cette image a changé avec son film *Héros* en 2002. S'affichant comme un film d'arts martiaux réalisé dans un style visuel somptueux, l'œuvre faisait en réalité l'article de la soumission de l'individu à l'État. Quand Zhang Yimou a trouvé sa voix politique, cela a été pour être au service du totalitarisme.

En 2006, il a réalisé *La Malédiction de la fleur d'or*, en partie film d'action et d'arts martiaux et pour autre mélodrame en costumes historiques. Situé dans les dernières années de la dynastie Tang, le film prétend montrer la pourriture et la corruption présentes au sein de cette dynastie considérée historiquement comme le summum artistique, spirituel et culturel de la civilisation chinoise. Pour le public chinois, c'était une sérieuse incursion de la propagande dans le 7e art, une tentative de discréditer ceux qui voient dans la culture traditionnelle et l'histoire chinoise le cœur de la vraie Chine.

Lorsque Zhang Yimou a été choisi pour faire les films promotionnels de la candidature olympique de Pékin, cela n'a surpris personne. Il faisait alors partie de l'establishment culturel chinois, lequel était de mèche avec le Parti pour véhiculer les thèses communistes *via* le grand écran.

La cérémonie d'ouverture qu'il a produite pour les JO de 2008 a ébloui les audiences, de la même façon que les spectateurs ont été éblouis par la qualité visuelle de *Héros*. Mais l'œil plus avisé a vu dans cette cérémonie, une ode perturbante au totalitarisme, à l'instar de Leni Riefenstahl, actrice et réalisatrice ayant promu l'idéologie nazie dans les années 30.

Loyaliste de Jiang Zemin

L'évocation par Zhang Yimou des plaisirs esthétiques de l'uniformité et du totalitarisme dans le *Southern Weekend* n'était pas sans intention. Interviewé par Radio Free Asia, l'écrivain freelance Du Guangda basé dans le Shanxi s'est expliqué avec franchise :

« *Zhang Yimou peut atteindre de hauts sommets car il appartient à la faction de Jiang Zemin. Son film* Héros *était destiné à soutenir Jiang Zemin, en l'occurrence, justifier la persécution et la répression en Chine.* »

Jiang Zemin a été dirigeant du régime chinois de 1993 à 2002. Dans les coulisses, grâce à des bras droits aux postes clés du parti, il a continué à maintenir son pouvoir pendant la durée du mandat de Hu Jintao.

Le revers de la médaille

Selon des articles récents de la presse chinoise, le pouvoir échappe chaque jour un peu plus à Jiang Zemin. Son conseiller financier de longue date, Liu Tienan, vient juste de se faire congédier. Il est le dernier des fonctionnaires fidèles à Jiang Zemin à tomber dans la purge que conduit l'actuel chef du Parti Xi Jinping. Les organes de presse officiels du régime découvrent aujourd'hui que Zhang Yimou a sept enfants et qu'il viole la politique familiale obligatoire en Chine.

Ce que sera le sort de Zhang Yimou reste à suivre. À en croire la presse chinoise, il pourrait avoir à payer une amende de 20 millions d'euros. Sa célébrité et sa richesse le protégeront sans aucun doute des punitions plus rudes parfois infligées par les fonctionnaires locaux du planning familial.

Cependant, en tant que metteur en scène ayant reçu des prix internationaux, ainsi que membre du Comité National de la Conférence Politique Consultative du Peuple chinois, on aurait pu croire Zhang Yimou intouchable. Mais c'est peut être précisément la raison pour laquelle il est visé, pour envoyer un message à ceux qui ont collaboré avec l'ancien régime : si on peut abattre Zhang Yimou, nul n'est en sécurité.

Zhang ne peut pas vraiment se plaindre s'il se trouve maintenant brisé par la roue de l'État totalitaire qu'il avait auparavant glorifiée. Il déclarait dans une interview au *New York Times* l'année dernière : « *Les étrangers pensent que parce que j'ai fait la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques, j'ai certains privilèges. Mais en fait ce n'est pas comme cela du tout. Face à la censure, tout le monde est à égalité* ». ■

Depuis la publication des *Neuf commentaires sur le Parti communiste* en novembre 2004 par *Da Ji Yuan* (édition chinoise *d'Epoch Times*), plus de **138.926.000** personnes ont démissionné du Parti Communiste chinois (PCC) et de ses organisations. Nous publions à nouveau, à chaque édition, une partie de ces commentaires ayant déjà une portée historique. Leur intégralité est disponible sur le site www.epochtimes.fr.

EXTRAIT DES NEUF COMMENTAIRES

Début du cinquième commentaire

L'année où Jiang Zemin allait avoir 17 ans, la Seconde Guerre mondiale anti-fasciste battait son plein. En 1942, alors que les jeunesses patriotiques allaient l'une après l'autre sur la ligne de front pour combattre les Japonais et sauver la Chine, Jiang Zemin choisit de poursuivre ses études supérieures dans l'Université centrale établie par le régime fantoche de Wang Jingwei à Nanjing, région sous contrôle japonais. Comme le suggèrent des investigations de différentes sources, la vraie raison en serait que le père biologique de Jiang Zemin, Jiang Shijun, fut officier supérieur dans le département de propagande anti-chinoise de l'armée japonaise, après que le Japon ait occupé la province de Jiangsu lors de son invasion de la Chine. Jiang Shijun était véritablement un traître pour la Chine.

En termes de trahison et de tricherie, Jiang Zemin et le PCC sont semblables : ils sont tellement dénués de sentiment et d'affection pour le peuple chinois qu'ils osent tuer sans états d'âme des innocents.

Jiang Zemin s'est infiltré à l'intérieur du PCC après que celui-ci eut gagné la guerre civile, et ce, afin d'accroître sa prospérité et de renforcer sa position personnelle. Dans ce but, il s'est fabriqué une histoire prétendant qu'il avait été adopté et élevé par son oncle Jiang Shangqing, membre du PCC depuis sa jeunesse, qui fut ensuite fusillé par des bandits. Grâce à son histoire familiale trafiquée, il a pu être promu au poste de vice-ministre de l'Industrie électronique, en seulement quelques années alors qu'il n'était qu'un petit fonctionnaire. La promotion de Jiang n'était pas due à ses capacités, mais à ses relations et à des faveurs personnelles. Durant son mandat de secrétaire du PCC de la ville de Shanghai, Jiang Zemin n'a pas ménagé ses efforts pour courtiser des pontes du Parti comme Li Xiannian et Chen Yun qui venaient chaque année pour le festival du Printemps. Un jour, il a même attendu debout plusieurs heures dans un amas de neige épaisse afin de remettre personnellement, en tant que secrétaire du Parti de la ville de Shanghai, un gâteau d'anniversaire à Li Xiannian.

Le massacre de la place Tiananmen en 1989 a été un autre tournant dans la vie de Jiang Zemin. Il est devenu le Secrétaire général du PCC en faisant fermer un journal libéral, le World Economic Herald, en plaçant le chef de l'Assemblée populaire nationale, Wan Li, en résidence surveillée, et en soutenant le massacre. Avant même que le massacre n'ait lieu, Jiang Zemin avait remis une lettre secrète à Deng Xiaoping, demandant que des «mesures résolues» soient prises contre les étudiants, sans quoi «et la nation et le Parti seraient assujettis.» Au cours de ces quinze dernières années, Jiang a piloté impunément la répression et le meurtre de tous les dissidents et groupes ayant des croyances indépendantes, au nom de la «stabilité comme priorité dérogatoire».

Pour en savoir plus :
Les neuf commentaires sur
www.epochtimes.fr

EpochTimes

Débat sur les médias mondiaux au Kazakhstan

DANNY SCHECHTER

La plupart des gens ne prendraient pas la peine de se rendre à l'autre bout du monde pour jouir de quelque 15 secondes de gloire. Néanmoins, il valait le détour d'assister au Forum des médias eurasiens à Astana, au Kazakhstan et de voir comment les médias sont considérés à l'autre bout du monde. Le Kazakhstan est le neuvième plus grand pays du monde, un État-nation d'Asie centrale assis sur des réserves extrêmement importantes de gaz et de pétrole.

Le forum en question a traité des questions sur la politique et les médias. Des hommes politiques et des journalistes de premier plan s'y sont rendus pour s'exprimer lors des débats. En citant l'exemple des élections américaines, les médias sont devenus le terrain de prédilection pour les politiciens de tous horizons grâce, notamment, à des débats, des pubs, et des reportages quotidiens d'actualité. La plupart des campagnes sont menées sur les fréquences d'un média si bien qu'aujourd'hui, ce média-là reflète lui-même une discorde patente et biaisée, qui se répercute sur la culture globale.

Mais il y a encore autre chose, propre à ce forum et qui n'existe pas dans le discours des médias américains : une véritable diversité internationale avec des perspectives multiples et variées. Le Kazakhstan qui faisait autrefois partie de l'Union soviétique, doté alors de nombreuses institutions autoritaires – y compris ses médias qui, pour la plupart, étaient contrôlés par l'État – semble plus ouvert à un vrai débat que les États-Unis. C'est dire qu'il faut partir très loin du haut lieu de la culture grand public pour pouvoir parler de son hégémonie.

(Stanislav Filippov / AFP / Getty Images)

Vue aérienne de la ville d'Astana, prise le 28 juillet 2011, ville d'accueil du Forum des médias eurasien. Danny Schechter, auteur de l'article, a assisté au forum et souligne le contraste entre une liberté des médias limitée dans ce pays et la grande diversité qui constituait le forum.

La table ronde sur le Moyen-Orient avait pour intervenant un porte-parole du gouvernement Assad ainsi qu'un opposant syrien ; le très éloquent député britannique d'extrême-gauche et détracteur de la guerre, George Galloway, s'y tenait aux côtés d'un compère pro-droite de la fondation Heritage et qui venait souligner la « *stupidité* » du gouvernement des États-Unis en ce qui concerne la gestion de leurs guerres.

Al-Jazeera a fait l'objet de quelques critiques. Il a été affirmé que la chaîne qatarie avait déformé et dénaturé la guerre en Syrie. Sachant que le gouvernement du Qatar pourvoit les résistants en armes et en moyens pour recruter des mercenaires afin que le régime [d'Assad] soit renversé au nom de la démocratie, il a été souligné en parallèle, que les familles royales du Qatar et d'Arabie Saoudite ne dirigent pas leur propre pays de manière démocratique.

À la discussion sur l'Afghanistan était présent un membre du gouvernement Karzaï qui s'est dit optimiste quant à l'avenir, et le journaliste américain Roy Gutman, lauréat du prix Pulitzer. Les avis étaient partagés sur l'avenir de l'Afghanistan et sa capacité à survivre après le départ des troupes américaines. Ont également été évoqué des faits comme les tendances pro-talibans actuellement en vigueur au Parlement, ainsi que les efforts déployés par le gouvernement pour négocier.

L'armée afghane, formée à l'étranger, devrait être en mesure de pallier le départ des Américains, prévu pour 2014, mais néanmoins, a-t-on indiqué, la police reste incompétente et corrompue en dépit des moyens importants qui y ont été investis.

Le trafic incessant d'opium afghan destiné au marché occidental mais aussi russe du fait de son itinéraire, ont ainsi suscité une forte préoccupation. Les paroles du journaliste Greg Palast, qui a participé à plusieurs débats, venaient provoquer ceux qui prônent un Internet régulé au nom de la sécurité publique. « *Internet est la solution à la censure gouvernementale* », a-t-il insisté.

Notre journaliste d'*Epoch Times* a posé la question de l'argent dépensé par les gouvernements dans des dispositifs de surveillance ainsi que la régulation du cyberespace au nom de la cybersécurité, en soutenant que ce n'était pas seulement un danger latent pour la liberté sur Internet, mais une réalité concrète.

Les tendances

La dernière séance avait pour objet les tendances médias pour l'avenir, à l'heure où de nombreuses rédactions de presse écrite aux États-Unis, mais pas nécessairement dans d'autres parties du monde, sont confrontées à des défis quant à leur rentabilité voire leur survie. Cependant, les médias sociaux et de nombreuses agences en ligne ont le vent en poupe.

La liberté des médias est en danger, ont soutenu plusieurs journalistes, encore plus de la part des groupes qui possèdent et contrôlent les médias – parmi lesquels ceux ayant des penchants à droite, comme Koch Industries, qui ont l'intention de racheter encore plus de titres écrits – que de la part des gouvernements.

Un autre aspect du problème est l'effacement de la distinction entre les actualités et le divertissement, alors qu'une commercialisation croissante porte atteinte au journalisme d'enquête. La fondatrice du forum, Diriga Nazarbayev, la fille du président kazakh Noursoultan Nazarbayev, a clôturé la deuxième session de ce forum tenu dans un très beau centre multimédia, flambant neuf, construit dans la jeune capitale kazakhe Astana. Mme Nazarbayev a exhorté les invités à davantage cultiver le goût pour les médias dans l'éducation.

Elle a parlé des enfants capables d'utiliser des iPads avant d'apprendre à lire et avant de comprendre comment fonctionne l'environnement médiatique dans lequel ils sont nés. Elle a suggéré que l'éducation aux médias devrait faire partie des programmes scolaires.

Dans son discours, elle a fait remarquer combien les médias avaient changé, même depuis l'inauguration du forum. « *Nous avons vu de l'évolution au milieu d'une révolution médiatique mondiale* », a-t-elle déclaré.

« *Nous constatons, au cours des 10 à 15 dernières années, parallèlement au développement de la télévision par satellite et par câble, d'une utilisation accrue d'Internet, des smartphones, des tablettes et autres technologies de pointe, que les médias ont commencé à jouer un rôle beaucoup plus tangible dans la vie des gens et dans la société, par rapport à ce qu'il en était, par exemple, il y a 10 ans.*

« *La révolution des médias et des nouvelles technologies ont complètement changé le monde. Les changements qui ont eu lieu littéralement sous nos yeux, ne manquent jamais de nous étonner.*

« *Parmi certains groupes dans l'audience, cela provoque une sorte d'exaltation, d'euphorie et fait espérer davantage que les nouvelles technologies permettront, par ce fait même, de résoudre tous les problèmes de la vie. Cependant, le bien et le mal sont indissociables. Parfois il est très difficile de pouvoir les distinguer l'un de l'autre* », a-t-elle soutenu.

Les discussions de ce genre sont capitales. Il est de grande importance que ce forum ait été organisé avec le soutien d'un gouvernement qui n'est pas réputé pour être partisan de la liberté de la presse, et qu'il ait attiré des délégués et des intervenants du monde entier. Les médias ont un ascendant sur nos vies dans leur intégralité. Nous avons besoin de prendre le temps pour comprendre comment ils fonctionnent et comment il est possible pour nous de les transformer.

Danny Schechter, décrypteur d'actualités, tient le blog Newsdissector.net et est rédacteur à Mediachannel.org. ■

Botswana : rapport d'un pays africain tolérant

TARA MACISAAC

D'après une enquête sur la liberté de la population mondiale qui répertorie 142 pays, le Botswana est le pays d'Afrique possédant le plus haut niveau de liberté individuelle et de tolérance sociale.

Conformément à l'indice 2012 publié par l'organisme institutionnel de politique publique Legatum, la raison pour laquelle le Botswana partage sa place au milieu des nations de rang moyen à supérieur est dû à une culture historique de respect pour les terres tribales ainsi qu'à son plan de développement économique progressif à long terme.

Le 21 mai a eu lieu la Journée mondiale des Nations Unies pour la diversité culturelle, un temps pour méditer sur le principe de tolérance. En effet, d'après l'institut Legatum, la tolérance et la prospérité économique sont en interrelation.

Selon Legatum, le Botswana évite les conflits dus aux ressources naturelles et les difficultés qui ont frappé ses voisins, en réinvestissant les recettes minières dans des infrastructures, la santé et l'éducation. Le Département d'État américain salue également le Botswana et le place en tant que modèle de la nation africaine, tout en indiquant aussi ses insuffisances.

« *Le Botswana est un défenseur et un modèle de la stabilité en Afrique* », affirme un rapport du Département en février 2013. « *Durant les 46 années qui ont suivi l'indépendance, le Botswana a maintenu un gouvernement démocratique. Ce pays a géré de façon responsable ses ressources naturelles et a investi dans des ressources humaines et des infrastructures.* »

Le rapport 2012 du Département d'État des États-Unis sur les droits de l'homme au Botswana a montré des problèmes allégués aux prisons, y compris des rapports non confirmés de mauvais traitements de détenus. Il y avait un cas, encore à l'étude, selon lequel le gouvernement aurait tué deux braconniers. Les forces de sécurité ont abattu les braconniers au moment où ces derniers tentaient d'entrer illégalement sur le territoire à bord d'un canot depuis la Namibie.

(Stephane DE SAKUTIN / AFP / Getty Images)

Photo du jeune Kalahari Bushmen posant devant une hutte traditionnelle de Molapo, située dans le centre de la réserve du Kalahari au Botswana, le 18 février 2012. Les Bushmen ont remporté une longue bataille face au gouvernement du Botswana pour obtenir de nouveaux puits. Bien que les libertés individuelles des citoyens du Botswana sont encore limités à certains égards, la nation est très tolérante par rapport aux autres pays africains et à de nombreux autres pays dans le monde.

Le Département a également constaté que la pénurie de personnel a conduit à un arriéré d'affaires, affectant le respect des droits des citoyens lors des procès publics. Des affaires impliquant le travail d'enfants dans l'agriculture et autres travaux pénibles ont été répertoriées. Des discriminations existent aussi envers l'ethnie San, en plus d'une corruption de la police et de limites à la liberté de la presse.

Une grande partie de l'Asie, de l'Europe de l'Est et de l'Afrique du Nord est en rouge sur la carte Legatum, cette couleur indiquant les 30 pays les moins respectueux des libertés individuelles. Le classement place en premier le Canada puis la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Au plus bas de la liste se trouvent le Yémen, l'Irak et l'Égypte. ■

Où trouver Epoch Times à Paris ?

1er Arr. Paris
Hôtel de Vendôme 1 pl. Vendôme
Hôtel le Burgundy 6-8 rue Duphot
Hôtel Costes 239 rue Saint-Honoré
Restaurant Joe Allen 30 rue Pierre Lescot
Restaurant Le Fumoir 6 rue Amiral de Coligny
Restaurant Café Pistache 9 rue Petits Champs
Restaurant Le Crapaud 64 rue J. J. Rousseau
Restaurant Le Musset 5 rue de l'Échelle
Café Marly 93 rue de Rivoli
Café Ruc 159 rue Saint-Honoré
Café des Initiés 3 pl. des Deux Écus
La Ferme 55-57 rue Saint-Roch

2e Arr. Paris
Restaurant Le Gramont 15 bd des Italiens
L'Usine 8 rue de la Michodière
Café Moderne 40 rue Notre Dame des Victoires
Club de sport Klay 4 bis rue Saint Sauveur
Vinci Park pl.de la Bourse

3e Arr. Paris
L'Apparemment Café 18 rue des Coutures St Gervais
Le Murano 13 bd du Temple
Vit'Halles 48 rue Rambuteau
Théâtre Le Dejazet 41 bd du Temple

4e Arr. Paris
L'Usine 16-20 rue Quincampoix
Le Curieux Spaghetti Bar 14 rue Saint Merri
Espace Saint Louis 51 rue Saint Louis en L'Ile
Espace Saint Paul 28 rue du Roi de Sicile
Vinci Park 4 rue Lobau

5e Arr. Paris
Lady Moving 123 bd Saint-Michel
Health City 71 bd Saint-Germain
Bio et Bon 245 rue Saint-Jacques
Mines Paris-Tech 60 bd Saint-Michel
Bibliothèque Cujas 2 rue Cujas

6e Arr. Paris
Hôtel Lutetia 45 bd Raspail
Brasserie Lutetia 23 rue de Sèvres
Les Deux Magots 6 pl. Saint-Germain des Prés
Café de Flore 172 bd Saint-Germain
Le Bonaparte 42 rue Bonaparte
Le Café des Beaux Arts 7 quai Malaquais
Le Coffee Parisien 4 rue Princesse
Institut Lucie St Clair 17 rue du Dragon
Boulangerie Vitry d'Aubigny 133 rue Sèvres

7e Arr. Paris
Restaurant Les Ombres 222 rue de l'Université
Chez Françoise 2 rue Robert Esnault Pelterie
Lucie St Clair Champs de Mars 103 rue St Dominique
Boulangerie Aux Délices de Sèvres 70 rue de Sèvres
Boulangerie Malo 54 rue de Sèvres

8e Arr. Paris
Hôtel François 1er 7 rue Magellan
Hôtel de Crillon 10 pl. de la Concorde
Hôtel Cristal 9 rue Washington
Hôtel Chambiges 8 rue Chambiges
Hôtel Pershing-Hall 49 rue Pierre Charron
Hôtel de la Tremoille 14 rue de la Tremoille
Hôtel Le Bristol 112 rue du Faubourg Saint Honoré
Restaurant Le Mood 1 rue Washington
Restaurant L'Angle du Faubourg 195 rue du Fbg St Honoré
Restaurant Le Chiberta 3 rue Arsène Houssaye
Restaurant Le Mini Palais 1 rue Winston Churchill
Restaurant Toi 27 rue du Colisée
Le Renoma Café Gallery 32 av. George V
Bar des Théâtres 44 rue Jean Goujon
Bread & Roses 25 rue Boissy d'Anglas
Espace Weleda 10 av. Franklin Roosevelt
Elite Fitness Paris 35 rue Marbeuf
Espace Power Plate 37 bis rue du Colisée
Health City 76/78 av. des Champs Elysée
Institut Michel Brosseau 36 rue de Courcelles
Espace Payot 62 rue Pierre Charron
Restaurant Findi 24 av. George V
Le 66 - 66 av. des Champs Elysées
Théâtre des Mathurins 36 rue des Mathurins
Vinci Park pl. de la Madeleine
Vinci Park 18 av. Hoche
Vinci Park 31 av. de Friedland
Vinci Park pl. de la Concorde
Vinci Park face 65 rue Pierre Charron

9e Arr. Paris
Restaurant L'Aromatik 7 rue Jean-Baptiste Pigalle

13e Arr. Paris
Epoch Times 83 rue du Château des Rentiers
Boulangerie Le Fournil 79 rue Tolbiac

14e Arr. Paris
Vit'Halles Raspail 226 bd Raspail
Vinci Park Montparnasse Gaité 15 rue du Cdt Mouchotte

15e Arr. Paris
Hôtel Le PVH 11 bd Victoir
Store Jaguar 99-101 bd de Grenelle
Private Spa 33 bd Lefebvre
Daily Move Sport 31-33 rue du Hameau
Health City 60-62 av. de La Motte-Picquet concept

16e Arr. Paris
Hôtel Baltimore 88 bis av. Kléber
Hôtel Raphaël 17 av. Kléber
Hôtel Costes K 81 av. Kléber
Le Cardinal Restaurant 5 pl. de la Porte de St Cloud
Restaurant Rolland Garros 2 bis av. Gordon Bennett
Restaurant Marius 82 bd Murat
Restaurant Le Murat 1 bd Murat
Le Relais d'Auteuil (Patrick Pignol) 31 bd Murat
Restaurant Les Princes 6 pl. du Dr Paul Michaux
Waknine 9 av. Pierre 1er de Serbie
Lartigue 18 rue Dufrenoy
Le Dauphiné 85 bd Flandrin
Spa Villa Thalgo 8 av. Raymond Poincaré
Bistrot 31 - 31 av.Théophile Gautier
Le Café de la Grande Épicerie 80 rue de Passy
Concept Store Paris Automobile 38 bd Exelmans
Concept Store BMW & Mini 71 av. Versailles
Lucie Saint Clair 4 av. Pierre 1er de Serbie
Lucie Saint Clair Victor Hugo 2 av. Bugeaud
Lucie Saint Clair Etoile 2 rue Copernic
Vit'Halles 3 bd Lannes
Ken Club 100 av. du Président Kennedy
Health City 56 rue Jean de La Fontaine

17e Arr. Paris
Aux Saveurs du Marché 73 av. Niel
Restaurant Le Guersant 30 bd Gouvion Saint-Cyr
Bistro Le Carré des Ternes 84 av. des Ternes
Restaurant Dessirier 9 pl. du Maréchal Juin
Restaurant Chez Fred 190bis bd Pereire
Chez Margot 33 rue Guersant
Le Môm 4-6 Rue Pierre Demours
Restaurant Harold 48 rue de Prony
Chez Giorgio18 rue Bayen
DS Café 25 av. Niel
Standard 2 pl. de la Porte de Maillot
Vit'Halles 32 bd Batignolles
Lady Moving 10 rue Denis Poisson
Power Plate Spa&Co 79 bis rue de Prony
Parking des Ternes 38 av. des Ternes
Vinci Park pl. Porte Maillot
Vinci Park 14 bis av. Carnot

Boulogne Billancourt
Lucie Saint Clair Boulogne 44 bis bd Jean Jaurès
Caffè Peonia 153 rue de Billancourt
Le Cap Seguin 24-26 quai Alphonse Le Gallo
Restaurant café Côté Rive 284 bd Jean Jaurès
Restaurant La Verrière 28 rue de la Saussière
L'Essentiel 22 pl. Marcel Pagnol
Zen Attitude Spa 74 quai du Point du Jour
Health City 20 rue de la Saussière

Issy les moulineaux
Restaurant Le River Café 146 quai de Stalingrad

Suresnes
Restaurant Le Vog 5 quai Marcel Dassault

Neuilly sur seine
Restaurant Le Petit Poucet 4 rond point Claude Monnet
La Guinguette de Neuilly 14 bd George Seurat
Pizzeria Chez Livio 6 rue de Longchamp
Restaurant La Table des Oliviers 4 rue de l'Église
La Truffe Noire 2 pl. Parmentier
Le Passage 147 av. Charles de Gaulle
Elite Fitness Neuilly 4 rue Beffroy
Myteam 109 bis av. Charles de Gaulle

Saint-Cloud
Restaurant Quai Ouest 1200 quai Marcel Dassault
Private Spa 20 bd de la République

Levallois Perret
O Restaurant 47 quai Michelet
Restaurant Fiori Caffe 1 pl. du 11 Novembre

Courbevoie
Restaurant Le Garden Café 2 rue Baudin
Restaurant Le Brantome 8 pl, Charras

Puteaux
Restaurant La Terrasse 4 bd Richard Wallace
Restaurant Vercanaille 6 bd Richard Wallace

Cuba : une ère post-Castro se dessine

Suite de la première page

En 1960, lorsque le nouveau premier vice-président cubain Miguel Diaz Canel est né, Fidel Castro était déjà à la tête de Cuba depuis un an. Ni les Beatles, ni les Rolling Stones n'avaient conquis le rock and roll. Dwight D. Eisenhower était élu aux États-Unis, devenant le premier des 11 présidents des États-Unis, Obama y compris, à appliquer la politique de blocus manqué contre le régime de Castro et le projet politique qu'il représente.

Mais contre le temps, il n'y a pas de victoire. En 2006, la maladie de Fidel Castro a contraint le premier changement de dirigeant cubain depuis 1959. Raúl, alors âgé de 76 ans, a remplacé Fidel qui en avait presque 80. Malgré le fait qu'il s'agissait d'une succession entre frères de la même génération, la présidence de Raúl Castro a eu des conséquences importantes sur la politique et l'économie cubaine.

Face à la perte du leadership charismatique de Fidel, le Parti communiste cubain a commencé un processus de réforme économique et de libéralisation politique afin de reconstruire sa capacité à gouverner dans ces nouvelles conditions.

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement cubain a créé une importante base institutionnelle pour la transition vers une économie mixte, symbolisée par l'encouragement aux entreprises non étatiques, et une relation post-totalitaire entre l'État et la société civile, qui se traduit par une détente envers les restrictions de voyage. Avec l'élection du nouveau Conseil d'État le 24 février, la dernière phase de la transition vers une ère post-Castro a commencé.

Castro a été réélu président, mais pour la première fois, un leader né après 1959, Miguel Diaz Canel, est devenu le commandant en second. Bien que cette transition se déroule avec le même parti et président au pouvoir, c'est à la fois une nouvelle façon de gouverner et un changement de priorités qui sont perceptibles.

Diaz-Canel fait partie du réseau des tsars du parti provincial qui ont joué un rôle très important dans la mise en œuvre des modifications proposées, notamment la décentralisation. Ayant travaillé dans le centre et l'est de Cuba, le nouveau premier vice-président entretient des liens cordiaux avec les commandants régionaux des forces armées, qui, avec le Parti communiste, constituent l'autre pilier du système cubain actuel. C'est un civil, le premier dans la succession à avoir autant d'expérience militaire, mais il est ancré dans des réseaux de pouvoir et versé dans la gestion contrôlée des réformes.

(Adalberto Roque/AFP/Getty Images)

Des touristes à bord d'une Mercury entièrement restaurée se promènent le long de la côte à La Havane le 18 mars 2013. Après un demi-siècle d'égalitarisme et d'austérité, le luxe réapparaît lentement dans la société cubaine porté par les réformes économiques du président cubain Raul Castro.

Les défis des dirigeants cubains et américains

Si Cuba met en place le type d'économie mixte proposé lors du dernier Congrès du Parti communiste et établit une nouvelle relation, plus vitale avec sa diaspora et le monde, alors elle se transformera politiquement. Avec une économie et une société en mutation, l'environnement politique ne pourra rester intact.

La croissance des mécanismes de marché et du secteur indépendant privé renforceront les nouveaux flux multiples d'information, d'investissement et de technologie. Les nouveaux secteurs sociaux chercheront une représentation dans l'arène politique. Les citoyens auront un meilleur accès à l'Internet, bénéficiant ainsi à la société civile.

Cela n'impliquera pas forcément une transition vers une démocratie multipartite sur les cinq prochaines années à venir. Mais même sans changement de régime, la libéralisation économique provoquera une expansion du pluralisme dans le système de gouvernement du peuple. Les candidats aux élections locales pourront provenir de nouveaux secteurs non étatiques, ou de groupes religieux ou sociaux précédemment non représentés, et exiger une utilisation transparente des impôts locaux.

La libéralisation politique commencera probablement à des niveaux inférieurs du gouvernement, permettant aux citoyens d'exprimer leurs frustrations à cette échelle. Cependant, la pression augmentera très probablement. La décision de Fidel Castro de limiter les titulaires de charges politiques à deux mandats de cinq ans, à une époque où l'ancienne génération quitte le pouvoir par attrition, se traduira par une direction moins personnalisée et plus institutionnalisée qui favorisera la mobilité ascendante des nouvelles politiques de façon ordonnée.

Dans ce nouveau contexte, le défi américain est d'ouvrir un chemin pour les membres du régime qui voient un intérêt dans des réformes plus profondes. Les États-Unis devraient discréditer les opposants à l'intérieur de l'élite cubaine (ainsi que celle de Washington) en montrant ce que Cuba peut gagner grâce à l'ouverture de sa politique et de la société, plutôt que de maintenir des contrôles excessifs.

Les États-Unis ont plus à gagner à laisser leur propre communauté d'affaires commercer et investir dans le secteur privé cubain émergent et à engager les nouveaux dirigeants de la Havane. L'opportunité de revoir la politique américaine envers Cuba ne durera pas éternellement. Une réponse inadaptée aux appels à négociation de Castro avec Washington pourrait être une erreur stratégique.

Le président peut commencer en enlevant Cuba de la liste des « *États soutenant le terrorisme* » du Département d'État. Ce ne serait pas une concession à Cuba, puisqu'aucune des actions terroristes depuis au moins 20 ans n'a été attribuée à La Havane. Enlever Cuba de cette liste fournirait également un cadre pour résoudre l'affaire Alan Gross. Ce problème est actuellement insoluble à cause de la fausse assertion de Washington que Gross est l'otage d'une nation favorisant le terrorisme.

La question pourrait devenir gérable si les deux pays pouvaient négocier un accord compréhensible qui sauverait la face des deux gouvernements. Un tel accord pourrait être une première étape dans le but de dégager une ligne de conduite d'engagement et de vastes échanges de peuple à peuple au cours des quatre prochaines années. Un objectif crucial, si les États-Unis souhaitent exercer une certaine influence lors de la transition finale à une ère post-Castro à Cuba.

Arturo Lopez-Levy est candidat au doctorat à l'École Josef Korbel d'études internationales de l'université de Denver. Avec l'aimable autorisation de Foreign Policy in Focus (fpif.org). ■

Le mirage de la bourse japonaise

L'indice Nikkei est en hausse de 45 % en 2013, mais la stimulation excessive met le marché obligataire en danger.

VALENTIN SCHMID

Il semblerait que le Japon soit incroyablement en forme, tout du moins si l'on se fie aux indices de la bourse japonaise, en hausse de 45 % en 2013. C'est l'heure de la célébration pour les responsables politiques japonais. Cependant, leur stratégie de dévaluation de la monnaie comporte des risques financiers énormes.

Pour la première fois depuis avril 2010, le Nikkei 225 a de bonnes chances de dépasser le Dow Jones, le plus vieil indice des bourses de New York. L'indice Nikkei a clôturé à 15,096 points le 15 mai, tandis que le Dow Jones clôturait à 15,275. Malgré la hausse impressionnante du Dow Jones de plus de 16 % en 2013, le Nikkei connaît une augmentation de plus de 45 % cette année, soit de 78 % depuis le plancher de novembre 2012.

La sagesse conventionnelle indiquerait que le Japon se développe à pas de géant, faisant beaucoup mieux que les États-Unis. Pourtant, en vérité, c'est tout l'opposé. Les experts tels Richard Howard, du fond d'investissement de Dallas Hayman Capital, affirment que le pays joue un jeu dangereux en dévaluant sa monnaie pour relancer la croissance. Son cabinet, dirigé par le célèbre investisseur Kyle Bass, avait prédit la stratégie du Japon et les conséquences à long terme.

« *Il y a la croyance et l'attente : si vous pouvez affaiblir le yen suffisamment, vous pouvez rétablir la croissance nominale japonaise et augmenter la compétitivité des exportations* », a-t-il déclaré à *Epoch Times*.

Avant même la mise en place du nouveau gouvernement autour du Premier ministre Shinzo Abe, le 26 décembre 2012, le yen s'affaiblissait déjà progressivement. Depuis le creux de septembre, le yen a chuté de 77,45 à 102,43 pour 1 dollar, soit une chute de 32 %.

(Toru Yamanaka / AFP / Getty Images)

Un homme devant le tableau de cotation affichant la courbe du Nikkei, l'indice clé de la place financière japonaise, à Tokyo le 10 mai 2013.

Le gouvernement de Shinzo Abe a promis une politique monétaire inflationniste et a tenu parole. En janvier, la Banque du Japon (aussi nommée BoJ, de son appellation anglaise Bank of Japan), théoriquement indépendante, a annoncé un assouplissement quantitatif agressif de 145 milliards de dollars à partir de janvier 2014. En mars, le gouverneur modéré de la BoJ, Masaaki Shirakawa a été remplacé par le paisible Haruhiko Kuroda.

« *La Banque du Japon a en effet renoncé à son indépendance par rapport au gouvernement japonais. L'annonce d'une inflation cible de 2 % est un énorme pas en avant. La prochaine étape sera d'avoir un gouverneur qui se consacrera à l'exécution de cette tâche* », explique Howard.

Haruhiko Kuroda a prouvé qu'il était à la hauteur, grâce à un programme d'assouplissement quantitatif illimité et totalement inattendu en avril. La banque a annoncé qu'elle allait racheter jusqu'à une valeur de 68 milliards de dollars d'obligations d'État japonaises (JGB) par mois jusqu'à ce que l'inflation de 2 % soit atteinte. À titre comparatif, la Réserve fédérale américaine achète pour 85 milliards de dollars de titres hypothécaires et de bons du Trésor pour une économie d'environ trois fois la taille de celle du Japon.

Compte tenu de la dévaluation du yen et de la hausse du Nikkei, les décideurs peuvent prétendre à la victoire partielle. Selon Howard, toutefois, le plan est imparfait et finira par se retourner.

« *C'est arrivé au Royaume-Uni et aux États-Unis dans les années 70 et 80. Ce que vous voyez, c'est une mainmise de la base industrielle et la réponse monétaire qui s'ensuit, mais cette réponse monétaire ne parviendra pas à ramener la capacité industrielle. Nous pensons qu'il est peu probable que vous puissiez voir une valeur importante de l'industrie japonaise en retour. Il est très peu probable que ce qui a été délocalisé et exporté revienne au Japon juste du fait que vous voyez la monnaie dévaluée.* »

La preuve par l'observation semble donner raison à Howard. Malgré la faiblesse du yen, Sharp vient d'enregistrer sa plus grande perte depuis 100 ans dans l'histoire de la compagnie, le 14 mai. La société a perdu 5,36 milliards de dollars en 2012 parce que ses concurrents l'ont surpassé en innovation et gestion des coûts.

Si malgré tout, le Japon continue dans cette voie dangereuse, de plus grands dangers se tapissent dans le marché des obligations d'État.

« *Vous pourriez voir une grande braderie du fait que les gens migrent vers ces actifs par nécessité, car nous ne croyons pas qu'il y ait dans ce nouvel environnement inflationniste de véritables acquéreurs sur place de ces obligations aux rendements actuels* », explique Howard.

Il soutient que les investisseurs vont exiger une indemnisation pour le maintien du JGB à des rendements très faibles, parce que l'inflation future engloutira le gain en intérêt. Si les taux d'intérêt augmentent, les prix des obligations vont tomber.

En fait, ce courant a déjà commencé. Après un climat en creux au mois de mars, les rendements des JGB sur cinq ans ont quadruplé de 0,10 % à 0,45 %. Bien qu'ils soient encore à des niveaux très bas, l'importance du phénomène et la situation précaire de la dette du Japon rend tout cela incertain.

« *Le problème dans la tentative de créer l'inflation est que la dette va être plus difficile à entretenir. L'espoir repose sur le fait que cette inflation crée une croissance suffisante pour réanimer le service de la dette* », dit Howard.

Le poids de la dette du Japon est ahurissant. La dette représente 240 % du PIB, ce qui est le pire résultat parmi tous les pays développés. Selon les calculs d'Hayman, l'ensemble des augmentations – ne serait-ce que de 1 % des coûts d'emprunt –, entraînera des coûts supplémentaires du service de la dette équivalant à 25 % du revenu du gouvernement. Le Japon n'en est pas encore là, mais le compte à rebours est lancé. ■

L'industrie italienne du tabac en lutte contre les cigarettes électroniques

(Photo illustration par Christopher Furlong / Getty Images)

Sur cette photo, une femme fume une cigarette électronique. Les Italiens se tournent de plus en plus vers les cigarettes électroniques, mettant la pression sur les entreprises traditionnelles de tabac.

MARCO TISTARELLI

FLORENCE, Italie – Le syndicat italien des fabricants de tabac a déposé mi-mai un recours en justice auprès du tribunal régional de Lazio, dans le but de bloquer la vente de cigarettes électroniques.

Cette affaire est la dernière en date d'une série de mesures prises par l'industrie du tabac pour qui la propagation des cigarettes électroniques est un coup de plus à un secteur déjà affaibli par la contrefaçon et la contrebande. Le gouvernement italien n'a, à l'heure actuelle, pas encore complètement réglementé le phénomène de la cigarette électronique, et une incertitude demeure quant aux impacts potentiels sur la santé et l'économie.

« *C'est de la concurrence déloyale* », déclare Enzo Perrotta, le président du syndicat des exploitants de tabac dans un communiqué de presse. M. Perrotta dit que les e-cigarettes devraient également être soumises à l'impôt, et que leur vente devrait être encadrée. « *Les cigarettes électroniques sont une manière de consommer de la nicotine, ils ne font que vendre des cigarettes sous forme liquide.* »

La cigarette électronique ou vapoteur contient une cartouche alimentée par pile qui chauffe une solution liquide contenant différentes saveurs (avec ou sans nicotine). Elle a été brevetée en 2003 par un pharmacien chinois. C'est en 2009 qu'elle est arrivée en Italie, gagnant rapidement en popularité.

Il y a actuellement plus de 1 000 magasins et près de 400 000 consommateurs, selon l'Anafe, l'association qui représente l'industrie du tabagisme électronique en Italie. Un récent sondage Doxa a montré que sur les 10,8 millions de consommateurs de tabac, 20 % utilisent ou ont l'intention d'utiliser la cigarette électronique. Selon l'association, le chiffre d'affaires généré par les cigarettes électronique en 2012 est de 90 millions d'euros, soit une augmentation de 25 % comparée à l'année précédente. L'industrie traditionnelle du tabac en est durement affectée.

« *Il y a une très forte baisse de la consommation due à la contrebande, la contrefaçon et l'utilisation de la cigarette électronique* », a déclaré John Risso, le président national de la Fédération italienne des buralistes (FIT) dans un communiqué. « *Si la tendance à la baisse de la consommation de tabacs manufacturés continue, l'impact sur l'emploi pourrait être catastrophique : environ 20 000 emplois seraient en grave danger.* » ■

Lire la suite de cet article sur : www.epochtimes.fr

EpochTimes

MERCEDES CLASSE S

La discrétion pour élégance.

ERIC HEIDEBROEK

C'est à Hambourg dans l'usine Airbus que Mercedes-Benz a choisi de présenter la toute nouvelle Classe S. Associée au fleuron de la gamme Airbus qu'est le fabuleux long courrier A380, la Classe S s'installe comme son homologue routier. Tout est fait pour assurer ce rôle.

Mercedes-Benz a réussi la gageure de proposer une voiture à la fois imposante, discrète et élégante. Ses lignes sont tellement fidèles à l'esprit de la marque et la filiation au modèle précédent sont tels qu'il faut y regarder à deux fois pour la distinguer. La signature visuelle des phares inscrit naturellement la Classe S comme chef de file de la famille Mercedes-Benz.

La qualité de fabrication, l'élégance intemporelle des lignes, les choix des matières intérieures et l'incomparable association confort/luxe/raffinement sont les aspects primordiaux du nouvel oriflamme de la marque à l'étoile. En effet, tous les éléments sont en matières nobles, cuirs fins, alcantara, aciers, aluminium, boiseries sont présents en force dans l'habitacle. Leur façon est précise et s'inspire de celle des artisans selliers les plus renommés. Dès le premier niveau de finition, les cuirs sont présents partout dans l'habitacle. En option, on peut choisir d'autres cuirs, des « Nappa » par exemple. Le programme Designo offre d'autres couleurs. On peut étendre les garnissages au ciel de toit, garnir tout le meuble de bord de cuir fin, comme les contre-portes ou les accoudoirs.

Dans les versions longues, Mercedes-Benz offre en option « First Class » des sièges couchettes arrière inspirés de ceux des fabuleuses Maybach. À la place de la banquette 3 places, cette option à 1 400 € propose des sièges individuels inclinables électriquement. Séparés par une console «business» avec sa tablette aviation, ses prises USB et 12V, et complétée d'un double porte-gobelet climatisé chaud ou froid. Des écrans plats grands formats (optionnels) peuvent être installés contre les dossiers avant. Tout est pensé pour le confort et la détente des passagers.

Le conducteur a sous les yeux un panel d'instruments épuré. Toute l'instrumentation est affichée dans un écran qui peut alterner différentes informations. L'écran du GPS, est, en fait, un écran multifonction. Il est énorme avec ses 31,2 centimètres de long ! Cet écran est bien évidemment disponible en double visualisation «Splitview». En fait quand le conducteur conduit, il dispose des infos de la radio, de l'ordinateur de bord ou du GPS, tandis que son passager peut regarder une vidéo ou la télévision.

Magic Body Control & LEDs « ILS »

Les connaisseurs et amateurs savent que chaque nouvelle génération de Classe S apporte un leadership en matière d'innovations automobile. Que ce soit en électronique, en domotique, en sécurité ou en fabrication, cette voiture est toujours en avance sur toutes les autres et ses innovations se retrouvent (de plus en plus rapidement d'ailleurs) dans les autres modèles de la gamme Mercedes-Benz et même chez les autres constructeurs.

Cette nouvelle Classe S ne déroge pas à la tradition, même si c'est de plus en plus difficile. Elle propose, en option à 5 100 € uniquement sur ses V8, le système « Magic Body Control » qui scanne la route devant la voiture et anticipe les irrégularités de la chaussée pour adapter préventivement les suspensions afin d'augmenter le confort et la sécurité. La Classe S dispose aussi de la suspension pneumatique intégrale avec son système ADS Plus encore perfectionné. La Classe S n'a plus aucune ampoule à incandescence à bord, rien que des LEDs. Il y a plus de 500 LEDs pour assurer l'éclairage de la route, l'habitacle, le coffre, et tous les endroits nécessaires au confort des occupants. Les nouveaux phares à LEDs sont étonnants. Dotés de cinq grosses pastilles de plus ou moins 1 cm de diamètre, placées derrière une grosse loupe ils offrent un éclairage stupéfiant de netteté. Et, ils peuvent recevoir un système fantastique, l'ILS (Intelligent Light Assist) avec lequel, ils restent constamment allumés en « gros phares ». Quand l'ILS détecte un véhicule arrivant en sens inverse ou qu'il le suit, le système ILS « découpe » le faisceau lumineux à l'endroit où se trouve le véhicule de façon à ne pas éblouir le conducteur, ni le gêner. C'est bluffant ! Autre détail convivial, quand la voiture détecte qu'elle roule de nuit, elle réduit l'intensité des feux « stop » et fait de même à toute heure du jour ou de la nuit quand elle est arrêtée à un feu rouge pour ne pas gêner les autres conducteurs.

La toute nouvelle Mercedes Classe S arrivera dans les salles d'exposition dès le 20 juillet prochain. Le prix de départ est de 87 600 euros pour la S 350 BlueTEC disposant du fameux V6 de 3 litres Turbo Diesel développant 258 ch. La gamme Classe S est composée d'une version de carrosserie à empattement court et d'une avec un empattement long (supplément de 6 000 €). Deux niveaux de finitions sont prévus, le niveau « standard » et, pour 9 500 €, de plus, la finition « Executive ».

Côté moteurs, deux propositions en mécaniques à essence et une en Diesel. Pour la gamme essence, la S400 Hybrid (94 000 €) propose un V6 de 3,5 litres développant 306 ch, assisté par une unité électrique de 27 ch placée entre le bloc moteur et la boîte de vitesses automatique 7G-tronic. L'ensemble offre sa puissance maximale combinée de 333 ch à 6500 t/min et 370 Nm entre 3500 et 5250 T/min. Cela peut paraître faible en terme de couple et de plage d'utilisation, mais il ne faut pas sous estimer la disponibilité et la présence permanente de l'influence dynamique de l'unité électrique… Vient ensuite le confortable V8 de la S500 (103 500 € uniquement en finition Executive) dont les 4.663 cc offrent 455 ch à 5250 t/min et 700 Nm entre 1800 et 3500 t/min. Côté Diesel, le 3 litres de la S350 BlueTEC développe 258 ch à 3600 t/min, un couple de 620 Nm entre 1600 et 2400 t/min pour une consommation de 5,5 litres en cycle mixte. À noter qu'en cycle extra urbain Mercedes-Benz annonce un chiffre de… 4,7 l/100 km et des rejets de 146 gr/km ! La version S400 Hybrid, elle, se contente de 147 gr de CO2 au kilomètre pour une consommation mixte de 6,3 l/100 et extra urbaine de 6,1 l/100. C'est assez extraordinaire d'autant que tous les moteurs sont aux normes Euro6 et que le constructeur annonce pour très bientôt une version qui ne consommerait qu'un peu plus de 3 litres aux cent, la S500 Plug-in Hybrid !

大紀元 Epoch Life
ÉDITION FRANÇAISE

Abeilles contemporaines
p.14

35 PAYS, 21 LANGUES, UN JOURNAL EN PLEINE EXPANSION
WWW.EPOCHTIMES.FR | BIMENSUEL | 1 – 15 JUIN 2013 | ÉDITION 247

Le printemps de la bio 2013

GÉRARD CAMELIN

Afin de mieux appréhender le contexte des évolutions de l'agriculture biologique, il est intéressant de rappeler les cinq facteurs historiques du XXe siècle qui ont précipité cette véritable révolution agricole industrielle dite conventionnelle. Cela permet, par la même occasion, de comprendre pourquoi ces techniques agro-industrielles ont été systématiquement promues par tous les différents pays au cours de ce siècle.

À ce jour, les gouvernements successifs, malgré les limites de plus en plus visibles de cette agriculture industrielle, l'ont largement subventionnée, au nom du « *progrès scientifique inévitable* », alors qu'elle nécessite des investissements financiers très lourds et des apports d'énergie thermique et électrique énormes. Toutes les solutions dites bio-alternatives, pourtant aussi scientifiquement argumentées et de mieux en mieux appliquées, ont été reléguées au niveau d'initiatives associatives.

Le développement de l'industrie chimique

Le premier facteur historique initial est le développement de la chimie des nitrates synthétiques. Les nitrates favorisent une croissance rapide des végétaux, augmentant leur teneur en eau, majorant leur poids et leur donnant une bonne apparence. Cette industrie chimique de l'azote, à la base des engrais chimiques, s'est progressivement bâtie dans un premier temps sur l'invention de la nitroglycérine, puis en 1899, dans un second temps, du nitrotoluène - le fameux TNT - et autres nitrobenzènes, dont les propriétés explosives formidables ont intéressé les militaires. Ceci explique par ailleurs, en partie, les explosions meurtrières qui ont émaillé ce siècle : celles de bateaux d'engrais, d'entrepôts de stockage, jusqu'à l'explosion de l'usine AZF de Toulouse en 2001, filiale du pétrolier français Total, ou encore plus récemment d'une fabrique au Texas, toutes rapidement « *oubliées* » et incomprises par les médias.

La Première guerre mondiale a nécessité une consommation exponentielle de ces produits poly-nitrés explosifs. Ces usines stratégiques, alors déjà construites et financées, ont dû être repensées à l'après-guerre, tout en gardant leurs spécificités stratégiques. Les engrais dit « *azotés composés* » ont alors constitué un débouché rentable pour les industriels. Afin de protéger les plantes fragilisées, du phosphate, du potassium – le fameux N.P.K agricole, et tout un arsenal de produits ont été ajoutés aux différentes compositions, représentant industriellement et financièrement des chiffres de plus en plus importants.

Le deuxième facteur est une conséquence logique. Les plantes, ainsi dopées artificiellement, gonflées d'eau, et cultivées en monoculture sur des surfaces de plus en plus grandes, sont devenues des cibles faciles pour les ravageurs des cultures. Il a alors fallu intervenir avec des pesticides organophosphorés (famille de produits chimiques tel que le fameux ypérite appelé communément « *gaz moutarde* » à cause de son odeur, déjà utilisé dès 1915 par les Allemands, dans les tranchées des soldats français et anglais).

> L'agriculture biologique s'est développée dans un tissu associatif.

Le troisième évènement est le développement du fil de fer barbelé, fabriqué par les « *maîtres de forges* », et très utilisé au cours de cette guerre. Ces tréfileries ont ensuite été recyclées massivement en clôtures, modulables à volonté. Le développement de cette industrie a permis d'éradiquer les traditionnelles haies de séparation des parcelles agricoles, facilitant les innombrables remembrements agricoles, et révolutionnant par la même occasion l'élevage du bétail.

Des conséquences au niveau des ressources tant humaines qu'énergétiques

Le quatrième est la conséquence de l'immense tuerie en Europe au cours de la Première guerre mondiale. Rien qu'en France, on a compté 1,5 million de morts et plus de 2 millions de blessés graves, dont une grande majorité de paysans. Cela marque le début d'un exode rural massif qui s'est encore accéléré après la Seconde guerre mondiale. Il était alors inévitable, par manque de main-d'œuvre, de repenser les modes de travaux traditionnels multiséculaires.

La cinquième révolution, qui a multiplié l'action des quatre premiers facteurs, est l'arrivée du pétrole, abondant et moins cher que les huiles végétales, mettant à portée de prix les carburants dans l'industrie automobile, et permettant à l'agriculture de développer du matériel agricole comme les tracteurs. Ceux-ci ne se contentèrent pas de remplacer les chevaux, eux aussi réquisitionnés par les armées et décimés en très grand nombre pendant ces quatre années.

Progressivement, les tracteurs sont devenus de véritables « *porte-outils agricoles* », s'adaptant à la demande de plus en plus spécifique. D'autre part, ils sont devenus de plus en plus lourds tant au niveau financier que structurel, tassant et dégradant de ce fait les sols.

La conjonction historique des origines militaires de ces cinq facteurs est importante à étudier car elle détermine les limites des cycles industriels, économiques et environnementaux. Elle permet de comprendre pourquoi les pollutions multiples avec les pesticides, les désherbants, les déjections animales des élevages intensifs concentrationnaires sont toutes minimisées et ignorées, même quand la très libérale administration européenne met l'État français à l'amende, pour non-respect des normes sanitaires de l'eau.

L'émergence des acteurs défenseurs de l'agriculture biologique

Les différents acteurs défenseurs de l'agriculture biologique sont tout d'abord venus du monde agricole – éleveurs, cultivateurs, ingénieurs agricoles. Ils sont, en tout premier lieu, concernés par les pollutions, les intoxications, les dégâts environnementaux. Mais on compte aussi parmi eux des chercheurs de l'INRA, comme le chercheur spécialiste des sols Claude Bourguignon, qui a alerté l'institution, sans que celle-ci fasse écho, sur l'inquiétante dégradation des sols qu'il observait depuis la fin des années 1970.

Au cours des années qui ont suivi la Seconde guerre mondiale, les médias officiels ont continué d'évoquer les promesses de rendements toujours plus fabuleux, alors qu'émergeait le concept médiatique de la « *révolution verte* » de l'agriculture industrielle. Cette agro-industrie chimique a elle-même été nourrie industriellement par l'explosion des besoins des militaires en TNT, fabriquée et utilisée successivement, dans les guerres de Corée, du Vietnam, du Cambodge, etc.

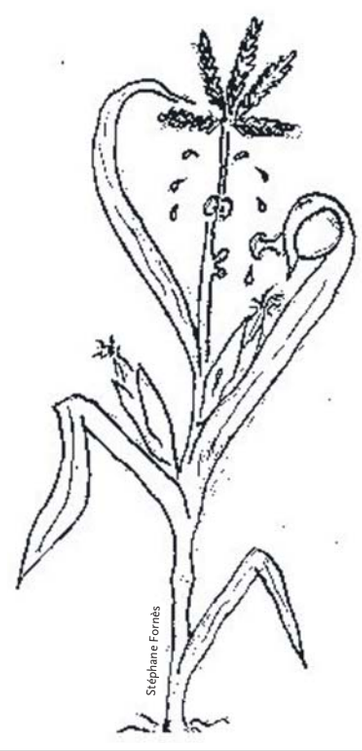
En marge de ce processus, l'agriculture biologique s'est développée dans un tissu associatif aux horizons très variés, créatifs et porteurs d'une culture de liens sociaux festifs et éthiques, prônant une mode, une pensée et un habitat différents, qu'on appelle souvent « *altermondialistes* » et « *mouvement non violent et pacifique* ». ■

Stéphane Meyer/Epoch Times

Stéphane Meyer/Epoch Times

Prairie ouvrant une perspective sur Château-Chalon, dans le Jura.

Stéphane Fornès



Stéphane Fornès

Epoch Times
Pour votre annonce, choisissez **EpochTimes** 01 45 86 41 95

EpochTimes

Sérénité et harmonie dans son jardin bio

SANDRA KUNZLI

Le jardin biologique est un hobby pour certains, un mystère, une ineptie ou encore une évidence incontournable pour d'autres. Beaucoup aimeraient s'y adonner et préfèreraient cette culture. Mais suite aux conceptions erronées qui entravent leur assurance, ils optent pour ce qui leur semble plus simple, malgré le coût, la qualité médiocre, les problèmes phytosanitaires et écologiques que leur choix implique.

En réalité, le potager, le jardin ou le champ bio n'est guère plus compliqué que la culture conventionnelle – qui a ses propres exigences. Le bio demande au final moins de travail, mais nécessite évidemment d'aller dans le sens de la nature. En l'observant, en respectant ses principes et en apprenant quelques bases, le succès est assuré et le plaisir aussi !

Pourquoi opter pour le jardin biologique ?

Concrètement et objectivement, c'est par l'agriculture biologique que le savoir ancestral se perpétue. Elle se pratique dans les règles de l'art, respecte toute forme de vie – végétale, animale et humaine –, et permet une certaine autonomie de par les différentes variétés de semences paysannes, les unes aussi intéressantes que les autres. Elle est rentable et enfin offre les qualités nutritives, savoureuses et immunitaires que l'on attend d'un légume ou d'un fruit. Finalement, elle est celle qui a du sens…

Face aux dommages sanitaires et environnementaux de l'agro-industrie et des pesticides, c'est un choix citoyen qui s'offre à nous et non une mode. Aussi loin que remonte l'histoire agricole, la terre a toujours nourri les hommes dans tous les pays du monde, quel que soit le climat. Certes, remettre nos terres en état requiert un engagement à long terme dont l'aboutissement est fructueux.

Une richesse du vivant

L'agriculture bio, c'est avant tout la biodiversité. Elle désigne la variété et la richesse du vivant : diversité des espèces et diversité génétique. Une richesse qui impose un devoir de vigilance. La nature est le fruit d'un équilibre fragile qui s'est établi au fil des siècles entre l'homme et son environnement.

Aujourd'hui, elle est assujettie à de nombreux changements imposés par les activités des hommes. L'urbanisation et l'intensification des pratiques agricoles – fertilisation, monoculture, destruction des haies, affleurements rocheux –, modifient grandement le paysage. Ces phénomènes sont responsables de la disparition, au cours des vingt dernières années, de 20 % des prairies naturelles et des espèces animales et végétales qui en dépendent.

L'agroécologie comme pratique agricole

L'agroécologie est une agriculture paysanne fondée sur des pratiques agronomes de bon sens tendant à l'autonomie. Elle inscrit la ferme au sein de l'écosystème. En France, Pierre Rabhi est le représentant de ce mouvement qui prône le respect des écosystèmes, la reconnaissance des savoirs et du savoir-faire paysan. Il intègre les dimensions économiques, sociales et politiques de la vie humaine.

L'agroécologie inscrit chaque élément au cœur de la ferme comme étant indispensable. Tous travaillent ensemble pour le bon déroulement des activités et la symbiose qui s'y crée. Par exemple, les canards « *coureurs indiens* » mangent les limaces sans abimer le potager, produisent des œufs et procurent de l'engrais.

L'approche du sol

Le sol étant un milieu vivant et dynamique, il est aussi fragile et en danger s'il n'est pas travaillé délicatement. Depuis la révolution verte, le lourd et profond travail réalisé par les tracteurs n'a d'autre effet que celui de déstructurer le sol, d'occulter les règles agricoles nécessitant de collaborer avec la nature et d'ignorer la symbiose existante avec la faune et la flore.

Nous cultivons à l'heure actuelle 1,5 milliard d'hectares pour nourrir 6,5 milliards d'hommes, soit environ 2 400 m²/habitant. Or, les occidentaux utilisent 6 000m²/habitant, soit trois fois la surface disponible pour chacun. Ces chiffres révèlent un déséquilibre qui engendre des famines dans certaines régions du monde.

En réponse à cet engouement, l'agriculture intensive détruit de façon empirique 10 millions d'hectares chaque année, compensés par la destruction massive de 15 millions d'hectares de forêts tropicales. Nous éprouvons la terre et sa faune, épuisons ses ressources et détruisons ce dont nous dépendons tous.

Les labours, l'irrigation, l'excès d'azote et les pesticides détruisent la matière organique dont la fonction est primordiale pour la vie de la faune et de la flore. Lorsque l'acidification du sol est excessive, le complexe argilo-humique n'est plus possible et la mort des sols précède l'érosion. Sauvegarder et développer l'activité biologique est la seule solution pour permettre aux sols d'avoir un avenir.

La terre est protégée contre les pluies et le soleil en étant couverte soit de sa végétation, soit de mulch, de paillage ou de bâches en attendant les semis. Mais avant de commencer tout travail, il est impératif d'approcher la terre convenablement. Une étude doit être effectuée, afin de s'organiser et de connaître les futurs travaux qui auront lieu à travers son pH, sa structure et sa texture.

Il faudra définitivement abolir les conceptions d'une terre totalement désherbée et retournée. Une terre propre est une terre peu travaillée qui n'a pas subi la battance, l'érosion et qui n'est pas brûlée par le soleil.

Les plantes bio-indicatrices

Le premier travail consistera tout d'abord à reconnaître les plantes vivant sur ce type de sol. Elles sont appellées plantes « *bio-indicatrices* » : elles ont toutes une raison d'être à l'endroit précis où elles se trouvent.

Le sol sera ainsi plus aisé à diagnostiquer et le travail pourra commencer. C'est un vrai plaisir que de connaître notre hôte dont nous dépendrons en toute confiance, et de savoir travailler avec, en toute sérénité.

Le travail du sol

Nos supports étant différents, le démarrage d'une plantation doit être pris en considération.

Dans le cas d'une prairie, il est recommandé d'éviter le labour afin de ne pas enfouir en profondeur la matière organique qui serait minéralisée et perdue, et de prévenir la semelle de labour qui empêcherait les échanges atmosphériques, ainsi que l'infiltration de l'eau. Casser la prairie en automne à l'actisol – à 5 cm puis à 10-15 cm quelques semaines plus tard et encore 20-25 cm –, décompacte le sol sans le retourner et sans nuire à la faune et à la flore.

Semer un engrais vert tel que l'avoine d'hiver et la « *casser* » un mois avant les plantations permet à la prairie de ne pas perdre son potentiel nutritif et de ne pas être affaiblie par les futures plantations.

Dans le cas d'un jardin où il y a eu toutes sortes de plantations, l'idée d'élever un porc ou un cochon nain est une excellente façon de se débarrasser de l'herbe. Certains maraîchers les utilisent également dans les champs.

Si cette solution est difficilement envisageable, pour la première année, il est conseillé de nettoyer sa terre avec l'avoine. Cet engrais vert pourra être remplacé les années suivantes par du trèfle, de la luzerne, du seigle, de la féverole, etc. Il est bienvenu d'effectuer un travail à la grelinette ou à l'aérabêche pour éviter de retourner.

Cet engrais vert devra être complété par du fumier de vache ou de cheval (qui doit être composté à l'abri pour éviter le lessivage, et bien monté en température afin d'éliminer les champignons). L'excrément de poule est idéal pour relancer les terres après l'hiver.

Les composts ne doivent pas être enterrés, cela altérerait leur dégradation et les minéraliserait. Leur activité est aérobie et c'est à cette condition uniquement qu'ils pourront fournir leurs éléments nutritifs à la terre.

Moins la terre sera travaillée, moins elle sera déstructurée. Nous pouvons prendre, en exemple, les notions de « *permaculture* ». Ainsi, les lombrics, vers de terre et insectes en tout genre dont le rôle est de transformer les matières organiques en humus, assurent la fertilité des sols et les fonctions de la biosphère : désinfection, neutralisation, protection et production.

Haies, étangs et auxiliaires

La biodiversité ne pourra fonctionner qu'à condition que les auxiliaires y soient invités. Ceci commencera par

Mahaux Photography

L'hôtel à insectes, bien conçu et bien orienté, peut se voir vite habité et avoir pleinement son utilité au sein du potager.

Prévoir un bon compost incorporé à la terre l'aidera à fournir de très bons rendements sans se fatiguer.

la plantation des haies. Celles-ci protègent les sols et les cultures des effets néfastes du vent. Elles fixent la terre en bord de parcelle, évitent l'érosion et assurent une régulation hydrique.

Les haies se composent de frênes, d'aulnes, d'églantiers, de noisetiers, de saules, d'érables, d'aubépine, de sureaux, de troènes, de sorbiers, de chênes, d'ormes, de merisiers, etc. Ces arbres servent de brise-vent. Ils assurent aussi d'autres fonctions telles que la régulation climatique et hydrique, l'équilibre entre les espèces et la conservation des sols. Ils s'opposent aux rayonnements du soleil et, surtout, abriteront quelques dizaines de variétés différentes d'oiseaux, mangeurs d'insectes ou de ravageurs tels que les mulots.

Afin d'inviter tous ces auxiliaires qui sont indispensables et qui travaillent sans relâche pour nous, il est envisageable de fabriquer des « *hôtels à insectes* ». Nous connaissons tous le rôle des coccinelles mangeuses de pucerons. D'où l'intérêt de ne pas traiter tout le jardin (même en bio). Une plante ou deux, particulièrement faibles et exposées aux menaces parasitaires, constitueront un garde-manger disponible. À cette condition uniquement, les auxiliaires trouveront votre potager intéressant. Les bambous, du bois troué, de la paille, du foin, des fagots, des pots en terre, etc. serviront de refuge aux abeilles solitaires et aux bourdons.

Les insectes auxiliaires à accueillir

Une grande variété d'insectes auxiliaires peut se voir offrir le gîte, voire le couvert, grâce à la nourriture qu'ils trouvent naturellement autour de leur abri. On y trouve les coccinelles, les chrysopes, les osmies, les pemphédrons, les carabes, les aphidius, les syrphes, les perce-oreilles…

L'araignée, la belette, le carabe doré, la coccinelle, la chauve-souris, la couleuvre, le crapaud, la chrysope, la guêpe parasite, la grenouille, le hérisson, le lézard, la musaraigne, le rapace, la punaise, la syrphe sont les principales espèces utiles.

L'équilibre sera total si le terrain possède également un étang. Ces aménagements permettent à l'eau d'alimenter les nappes phréatiques, d'éviter la saturation des sols en eau et l'érosion. Un étang est aussi un stockage naturel d'eau. À l'arrivée des grenouilles, vous saurez que votre résultat est positif.

Le choix des semences

Avant de commencer toute plantation, il faudra faire le choix des semences. En fonction des légumes souhaités, il est préférable de choisir des semences « *authentiques* ». En effet, en évitant les graines OGM* ainsi que les hybrides, nous faisons un pas de plus vers l'autonomie. Nous contribuons également à sauvegarder ces semences qui ont fait vivre nos ancêtres et les ont gratifiés de saveurs parfois oubliées.

Cependant, propager et protéger l'autonomie semencière est devenu répréhensible. La loi règlemente le patrimoine semencier alimentaire. La biodiversité est en déclin et la disparition de nombreuses variétés face à l'augmentation de la population mondiale et aux dérèglements climatiques laisse perplexe.

Il est de notre devoir de lutter contre cette homogénéité semencière et de reconnaître et contribuer à la valeur agronomique et culturelle des variétés mondiales reproductibles.

L'association Kokopelli est une banque mondiale de semences et de variétés authentiques. Kokopelli distribue sa richesse et son savoir afin de sauvegarder les pays de la pénurie, de la carence, de l'homogénéité et de l'aridité. Ces dernières années, l'association s'est vue confrontée aux menaces et attaques des multinationales prônant la médiocrité et la stérilité des semences. Bénéficiant d'appuis de haut niveau, les multinationales ont bien failli obtenir la fermeture de Kokopelli.

Les associations de plantes

Dans la nature, aucune plante ne vit seule. Chacune est entourée de nombreuses voisines et ces associations ne sont pas le fruit du hasard. Nos intérêts dans l'objectif de la récolte nous font oublier que, dans l'environnement naturel des plantes, certaines ne se supportent pas, voire, au-delà de l'hostilité, sont presque mortelles pour leurs consœurs.

En faisant les bonnes associations, nous verrons les plantes s'épanouir, s'entraider, lutter activement contre les maladies et se protéger. En revanche, certaines sont dangereuses pour les plantes de la même espèce.

Par exemple, les roses ne se supportent pas et dépériront si elles viennent remplacer d'autres rosiers. La nouvelle plante ne supporte pas les éléments métaboliques laissés par l'ancienne dans le sol. Les carottes présentent les mêmes symptômes.

Dans tous les cas, afin de ne pas épuiser la terre et limiter les maladies et les ravageurs, il est recommandé de procéder à la rotation des cultures.

◄ ▼ Les canards « *coureurs indiens* » mangent les limaces sans abîmer le potager, produisent des œufs et procurent de l'engrais.

Stéphane Meyer/Epoch Times

Les rotations

Les légumes ne peuvent être plantés au même endroit d'une année sur l'autre. Cela épuise la terre et augmente les risques de maladie. Nous procédons donc à ce que nous appelons des « *rotations* ».

Cependant, certains légumes, nécessitant beaucoup d'éléments nutritifs, ne se plantent pas à la suite de légumes gourmands, etc. Encore une fois, nous devons respecter l'ordre des plantations selon les besoins des plantes afin de ne pas abîmer le sol. Nous veillerons également à l'enrichir avec un engrais vert afin de le fertiliser et de le nettoyer.

Certaines plantes améliorent le sol en l'aérant avec leurs racines selon des profondeurs différentes. Il faut veiller à changer de familles. Par exemple, à la suite des haricots, nous planterons des pommes de terre, des betteraves et la troisième année, du maïs, des oignons et du fenouil…

Soigner les plantes par les plantes

De même que pour nous, les plantes possèdent toutes sortes de méthodes pour se protéger contre leurs agresseurs. Mais une faiblesse due à la sécheresse, à une carence, à trop d'humidité, à du stress, à une transplantation, ou à des parasites peut rapidement la détruire sans qu'elle n'ait pu se défendre.

Au même titre que les vertus de certaines plantes peuvent nous être bénéfiques, elles peuvent l'être aussi pour leurs voisines. Sous forme de purins, de macérations, certaines plantes telles que l'ortie, la consoude, l'ail, la lavande, la sauge, la capucine et d'autres ont des effets stimulants, fongiques, répulsifs, insecticides, etc.

L'autosuffisance

Il serait bien prétentieux de prétendre qu'avec tous ces conseils, vous seriez en autosuffisance. Cela ne s'improvise pas et il faut quelques années avant d'apprendre à bien travailler sa terre, collecter ses semences, économiser l'eau, s'occuper de ses plantes et les valoriser, s'occuper de ses animaux et transformer les produits que ceux-ci procurent…

Etre bio, ce n'est pas uniquement manger bio mais c'est penser bio, une réelle philosophie… C'est avant tout préserver notre terre, sauvegarder ce qu'elle nous a procuré comme la diversité de notre alimentation que nous sommes maintenant en train d'effacer, l'eau que nous dilapidons, la terre que nous souillons et l'air que nous étouffons. C'est encore une fois le respect que nous devons à toute forme vivante, végétale, animale, humaine et desquelles nous dépendons… gérer nos ressources, se faire plus humble, cesser cet impérialisme que nous exerçons sur tout ce qui nous entoure, se concentrer sur la génération que nous laissons à la planète et non à la terre que nous laissons à nos enfants.■

Stéphane Meyer/Epoch Times

Bibliographie

www.colibris-lemouvement.org

L'Agroécologie, cultivons la vie de H. Hollard, B. Joliet, M.C. Favé, aux éditions Sang de la Terre

Le Manuel des jardins agroécologiques de Pierre Rabhi, aux éditions Actes Sud

La fertilité du sol en agrobiologie selon la méthode d'Yves Herody, écrit par Christel Denis, (internet)

Le sol, un milieu structuré et vivant » selon la méthode d'Yves Herody, écrit par Eddy Montignie, mai-juin 2010 - ALTER AGRI n°101

L'Encyclopédie des plantes bio-indicatrices, volume 1-2-3 de Gérard Ducerf, aux éditions Promonature

Engrais verts et fertilité des sols de Joseph Pousset, aux éditions France Agricole

Compost, un fertilisant naturel pour le jardin de Ken Thompson, aux éditions Ouest-France

Introduction à la permaculture de Bill Mollison de Passerelle Eco

Permaculture, tomes 1 et 2 de Bill Mollison et David Holmgren, aux éditions Charles Comblet

Coccinelles, primevères, mésanges de Georges Chauvin et Denis Pépin, aux éditions Terre Vivante

https://kokopelli-semences.fr

OGM, un choix de société de Christian Vélot

Le poireau préfère les fraises de Hans Wagner, aux éditions Terre vivante

Les bonnes associations au potager de Noémie Vialard, aux éditions Rustica

Les plantes compagnes au potager Bio, le guide des cultures associées de Sandra Lefrançois et Jean-Paul Thorez, aux éditions Terre Vivante

Purins d'ortie et compagnie de Bernard Bertrand, Jean-Paul Collaert, Eric Petiot, aux éditions de Terran

Les soins naturels aux arbres, Eric Petiot, aux éditions de Terran

Parasites, les traitements bio, Victor Renaud, aux éditions La vie en vert

Petit manuel à l'usage de ceux qui vivent retirés du monde, aux éditions Larousse

La bio - De la terre à l'assiette, Solana Pascale, aux éditions : Sang de la Terre

Nos enfants nous accuseront (2011) et *Severn* (2009), de Jean-Paul Jaud, en DVD

Epoch Times 大紀元

POURQUOI S'ABONNER ?

Car *Epoch Times* :

- présente une sélection d'articles au coeur de l'actualité internationale
- est socialement responsable
- est un journal indépendant
- fonde ses valeurs sur la liberté de la presse et les droits de l'Homme
- délivre des informations exclusives sur la Chine

Abonnement

O Découverte : 3 mois / 6 numéros : 19 € / 25 CHF
O Essentiel : 6 mois / 12 numéros : 29 € / 35 CHF
O Intégral: 1 an / 24 numéros : 49 € / 59 CHF
O Abonnement de soutien : 1 an / 24 numéros : 80 € / 99 CHF

Nom _____ Prénom _____
Email _____ Tél _____
Où avez-vous connu *Epoch Times* ? _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Date _____ Signature _____

Je joins dans une enveloppe ce bulletin d'abonnement dûment complété et accompagné d'un chèque bancaire à l'ordre d'Epoch Times France : 83 rue du Château des Rentiers - 75013 Paris - Tél : 01 45 86 41 95 / Suisse : CP390 - 1221 Genève 4 - Tél : 079 821 74 22 - pub.suisse@epochtimes.com.

Epoch Times
83 rue du Château des Rentiers
75013 Paris Tél : 06 24 30 66 55
www.epochtimes.fr
Edité par **Epoch Times France**

Directrice de la publication : Isabelle Meyer - **Directeur de la rédaction :** Rémi Bleibtreu - **Rédacteurs en chef :** Véronique Raabon, Ludovic Genin - **Comité de rédaction :** Lauren Smith (Economie), Héloïse Roc (Environnement), Catherine Keller (Vivre, Santé & Bien-être), Michal Neeman (Culture) - **Direction artistique :** Mathieu Sirvins, Siaoyong Sou - **Directeur de la distribution :** Wenwei Feng - **Impression :** BVZ Berliner Zeitungsdruck, Am Wasserwerk 11, 10365 Berlin - **Dépôt légal :** à parution. - **ISSN :** 2261-2882. - **PUBLICITÉ** France : 01 45 86 41 95 - 06 77 93 23 22 - Suisse : 079 821 7422

EpochTimes

Abeilles contemporaines

THIERRY CHARLIER / AFP

Regroupement organisé par Avaaz. Des citoyens de toute l'Europe manifestent pour les abeilles au Parlement européen de Bruxelles en mars dernier pour l'adoption d'un moratoire de deux ans qui vise à arrêter l'utilisation massive des pesticides systémiques sur les cultures du maïs, du colza, du coton et du soja.

GÉRALDINE FORNÈS

Qui de nos jours réussit sans trébucher et sans faillir à s'adapter à nos vies modernes dites contemporaines ? Carrière professionnelle, période de chômage, stress, pressions sociales, transports, horaires, tic tac tic tac… faire ses courses, récupérer les enfants à la sortie de l'école, gérer les activités, faire tant de choix en si peu de temps. Ponts, viaducs, routes et autoroutes, champs à perte de vue, déforestation, pollutions de toutes sortes, industrie et agriculture industrielle ne contribuent-elle pas à nous faire perdre la tête ? C'est dire que nos amies les abeilles se frayent un chemin chaotique et de fait incertain dans cette société qui va à toute allure. Les abeilles contemporaines sont confrontées à des maux modernes contre lesquels elles ont bien de la peine à lutter.

Enjeux de notre temps

Les abeilles interviennent, discrètes et travailleuses, à plusieurs stades de notre propre chaîne alimentaire. Elles pollinisent les deux tiers de nos aliments, tenant donc un rôle essentiel. Ces quinze dernières années, 25% des ruches ont disparu, soit 350.000 à 500.000 ruches, selon l'audit de la filière apicole d'Agrimer 2012. Les essaims sont confrontés aux maladies comme le varroa qui dissémine les colonies sans arme pour lutter. Les abeilles disparaissent subitement, déroutées ou détournées, elles ne retrouvent pas le chemin de la ruche et ne reviennent jamais. La ruche finit par être désertée sans plus aucune trace d'abeilles. La CRIIREM (Centre de recherche et d'information indépendant sur les rayonnements électromagnétiques) rappelle que des études scientifiques ont montré des perturbations importantes du comportement des abeilles lorsqu'elles sont exposées aux fréquences de la téléphonie mobile. Elles perdent leur chemin et finissent par mourir. D'autres études en Allemagne et en Inde ont démontré le même phénomène.

Métier ou passion, l'apiculteur est au centre du débat : quel est son devenir sans son rucher ? Ces quinze dernières années, 50% des apiculteurs ont stoppé leur activité, soit 40.000 personnes. Méconnaissance ou obligation de résultat contraignent l'apiculteur à exposer ses colonies à des surfaces polluées. C'est une autre cause de disparition des ruchers.

Le moratoire de deux ans interdisant des néonicotinoïdes adopté

Chaque jour, plus de 1.000 colonies d'abeilles sont décimées en France. Parmi les multiples facteurs qui peuvent jouer un rôle dans cette hécatombe, il y en a un – majeur, décisif – qui est aujourd'hui clairement identifié et dénoncé par plus d'une quarantaine d'études scientifiques menées à travers le monde depuis plus de dix ans. Il s'agit des néonicotinoïdes largement propagés sur les cultures telles que celles du maïs, du coton, du tournesol et du colza. Ces pesticides systémiques sont déposés sur la graine de la plante. Lorsque celle-ci poussera, elle suintera des composants chimiques à forte dose qui ne laisseront aucune chance aux insectes quels qu'ils soient, agissant sur leur système neurologique.

Sous la pression des grands groupes agrochimiques tels que Bayer, Syngenta, Dow Chemical ou Monsanto, les néonicotinoïdes continuent à être autorisés, commercialisés et utilisés massivement dans nos campagnes. À force de dénoncer cette situation dramatique, les associations de défense de l'environnement et de la biodiversité comme Pollinis ont réussi à mobiliser des centaines de milliers de citoyens sur ce sujet crucial pour notre avenir à tous. La bataille fait rage, en France et au niveau européen, pour faire interdire ces pesticides. En France, la députée Laurence Abeille a déposé une proposition de loi pour immédiatement interdire en France les pesticides néonicotinoïdes dangereux pour les abeilles. Et pour l'homme ? Bataille tenue depuis le début par Avaaz, qui réunit plus de 2 millions de signatures de citoyens de toute l'Europe. Ce 29 avril 2013, le moratoire est adopté pour deux ans. Il entrera en vigueur le 1er décembre 2013. Victoire pour les abeilles, deux ans de répit. Est-ce suffisant ? Le combat continue.

Pourquoi protéger et sauver les abeilles

L'association Terre d'Abeilles met en œuvre tous les moyens dont elle dispose au service des abeilles et des apiculteurs. Or, la survie de plus de 80% des espèces végétales répertoriées sur la planète dépend des abeilles, qui fournissent plus de la moitié de nos ressources alimentaires mondiales ! Maillon essentiel de la biodiversité au cœur de la chaîne alimentaire, l'abeille est un insecte pollinisateur majeur irremplaçable. Lors d'interviews, les membres de l'association ont expliqué quelques mesures urgentes à prendre pour sauver les abeilles en péril. Ils sont consultés par le ministère de l'Agriculture pour trouver des solutions. Le message est sans appel pour les défenseurs de nos abeilles, il est inévitable de réduire les pesticides sur les zones agricoles et de fait mellifères, de supprimer les OGM et d'améliorer les homologations de produits qui protègent les cultures, le mieux selon eux, étant de tendre vers une agriculture biologique, qui, si elle n'élimine pas tous les intrants, les réduit considérablement.

Seuls 300 apiculteurs sont certifiés bio en France. Dans ce cas, le miel répond à un cahier des charges bien précis. Tout au long du processus de production, différents éléments extérieurs peuvent altérer la qualité du miel récolté, à savoir la présence de pesticides sur les fleurs, les traitements chimiques dans la ruche et les méthodes de récolte et d'extraction du miel.

PATRICK PLEUL / DPA / AFP

Des pelotes de pollen sur les pattes arrière, une butineuse pollinise un arbre fruitier.

Dans le cas d'un miel bio, ces différents éléments sont contrôlés par un organisme certificateur. Les différences entre un miel bio et un miel conventionnel concernent principalement la zone où les abeilles butinent et les méthodes d'entretien des ruches.

En Europe, le cahier des charges du miel bio est contraignant, les apiculteurs doivent se conformer à différents critères pour pouvoir prétendre au label AB. Les ruches doivent être entourées de cultures biologiques ou sauvages sur un rayon de 3 km. Les zones de butinage doivent être éloignées d'au moins 3 km des sources de pollution (villes, autoroutes, zones industrielles, décharges, …). Les ruches doivent être construites avec des matériaux non traités, sans peinture ni vernis synthétiques. Les cadres situés à l'intérieur des ruches doivent être en cire biologique. Les abeilles doivent être essentiellement nourries de leur miel : le recours à l'alimentation artificielle doit rester très exceptionnel. Les abeilles doivent être soignées par des méthodes naturelles (de type homéopathie ou phytothérapie). Lors de la récolte, l'usage de répulsifs chimiques est interdit. L'extraction doit être effectuée à froid, sans chauffage.

Par ailleurs, les mélanges de miels sont interdits en apiculture biologique. Le label vous garantit que l'apiculteur n'a pas mélangé sa propre production avec du miel importé, comme c'est souvent le cas pour les miels vendus en supermarché.

L'apithérapie ou trésors de la ruche

L'apithérapie est une pratique millénaire qui permet de se soigner soi-même grâce aux produits de la ruche. Le miel, le pollen, la propolis, la gelée royale et le venin d'abeille sont produits ou rapportés par l'abeille et utilisés pour soigner quelques douleurs du quotidien.

Le miel est recommandé comme aliment, mais aussi en application sur les plaies. Des recherches récentes menées à l'université de Waikato en Nouvelle-Zélande auraient mis en évidence les propriétés antibiotiques du miel. D'autres recherches en pharmacologie sur les propriétés de la propolis, du miel, du pollen, de la gelée royale, de la cire, ou du venin d'abeilles ont démontré les vertus thérapeutiques des produits de la ruche.

La gelée royale est utilisée pour le système cardio-vasculaire, digestif, immunitaire, endocrinien et nerveux. Le pollen, frais, ou sec et dilué, constitue un complément alimentaire inégalé. Il sert à traiter les allergies et améliore la mémoire des personnes âgées. La propolis est conseillée pour les plaies de la muqueuse buccale comme les aphtes et les gingivites. Elle protège des infections virales et bactériennes et renforce les voies respiratoires. Au Japon, certains extraits spécifiques servent à lutter contre des pathologies plus lourdes.

Le venin est utilisé pour soigner les affections rhumatismales, les arthrites chroniques, certaines maladies inflammatoires et la sclérose en plaques. On trouve également du venin d'abeille sous diverses présentations : crèmes, lotions, comprimés, gouttes utilisés dans le traitement de l'arthrite, des inflammations des tendons et des articulations et des affections cutanées. L'apipuncture est une combinaison du traitement au venin d'abeille et de l'acupuncture. Elle est employée dans le traitement de l'épilepsie, de l'incontinence et des troubles arthritiques. Le venin peut être administré soit par dépôt sur le point d'acupuncture soit par immersion de l'aiguille dans une solution avant stimulation.

Les cosmétiques faits maison

La gratifiante activité de créer soi-même ses cosmétiques permet d'allier l'utile à l'agréable. La cire d'abeille (comme la cire de carnauba ou la cire candelilla) sert à durcir le baume. Ses nombreuses propriétés sont intéressantes : elle est adoucissante, cicatrisante, anti-inflammatoire, elle protège et empêche le dessèchement de la peau et donne aussi une douceur et une onctuosité aux baumes. Les huiles végétales sont à utiliser selon les propriétés qu'on attend de chacune. Le beurre de karité n'est pas indispensable mais il est agréable et si bénéfique pour la peau. Les huiles essentielles ne sont pas indispensables non plus, et à utiliser selon leur parfum et/ou leurs propriétés. Il est possible aussi d'utiliser le miel, l'aloe vera, l'extrait de pépins de pamplemousse. ■

Pour en savoir plus :
www.sauvonslesabeilles.com
www.miellerieralphonse.com

Recette du baume fondant pour le corps

- 30 gr de cire d'abeille
- 25 gr de beurre de karité ou de cacao
- 15 gr de macérât de vanille (gousse de vanille macérée dans de l'huile végétale)
- 30 gr d'huile végétale de coco
- 2 gouttes d'huile essentielle d'ylang ylang
- 2 gouttes d'huile essentielle de vanille.

Faites fondre tous les ingrédients au bain-marie et laissez refroidir un peu avant d'ajouter les huiles essentielles. Verser dans un récipient et profitez du chaud parfum de vanille. Votre baume douceur est prêt !

Produits ou prestation	Montant estimé en euros	%
Miel	115.155.000	86,2
Pollen	1.709.000	1,3
Propolis	438.000	0,3
Gelée royale	3.563.000	2,7
Cire	311.000	0,2
Pain d'épices	1.478.000	1,1
Nougat	525.000	0,4
Divers	2.110.000	1,6
Produits transformés	4.113.000	3,1
Essaims	4.144.000	3,1
Reines	1.065.000	0,8
Produits de l'élevage	5.209.000	3,9
Pollinisation	3.048.000	2,3
Chiffre d'affaires total	133.546.000	100

PROTEIS

Valeur économique des livraisons « *produits et services* » de l'apiculture française au stade agricole 2010.

C.line
communication graphique
C-line.ultra-book.com // 06 26 04 52 22 // c-line.contact@sfr.fr
conseil & créa supports de communication print multilingues

Comment consommer bio à Paris ?

SANDRA KUNZLI
GÉRALDINE FORNÈS

Ces dernières années, la consommation d'aliments bio s'est considérablement accrue alors que la production dite bio est fragile. Consommer bio est une notion bien plus large qu'elle n'y paraît. Un consommateur biologique peut ne pas s'alimenter équilibré et laisser une empreinte énergétique bien plus élevée qu'un consommateur ordinaire.

Pourquoi consommer local ?

Plus de 40 % des produits bio consommés en France sont importés, dont 60 % de fruits et légumes. Le consommateur joue un rôle fondamental en achetant ces produits. Il devient le principal acteur de l'évolution de ces marchés. Il peut privilégier les entreprises et producteurs respectueux de l'environnement. Manger bio c'est bien, encore faut-il que ces produits soient disponibles et accessibles.

Actuellement la demande dépasse de loin l'offre, et la France se positionne loin derrière ses voisins européens en matière de production biologique. Importer a des conséquences sans appel sur l'environnement à cause notamment du transport, sur l'emploi agroalimentaire bio en France. À titre d'exemple, un yaourt à la fraise peut parcourir 9 115 km (distance de Paris à Tokyo), et certains aliments visitent cinq pays, ce qui, par kilo d'ananas, représente 5 kg de CO_2 rejetés rien que pour son transport. La qualité gustative, l'impact sur l'environnement, le maintien des agriculteurs bio, le soutien à l'emploi local, la diversité des paysages et des terroirs, sont autant de raisons de soutenir les professionnels qui ont une démarche locale et bio.

Du champ à l'assiette… Circuits courts, circuits fermés, circuits cachés : comment trouver son circuit d'approvisionnement de produits biologiques ? Il est tout à fait possible de se fournir auprès des grandes surfaces alimentaires conventionnelles. Les produits bios viennent de toute l'Europe, c'est bio à 95 %, l'usage d'organismes génétiquement modifiés (OGM) et de produits fabriqués à partir d'OGM demeure interdit. Cependant, ces produits-là sont suremballés et leur rapport coûts transport/coûts production reste très déséquilibré.

Chaque quartier possède son lot de boutiques bio et d'enseignes bio nationales spécialisées. Sorte de supermarché du bio, on y retrouve de tout venant de partout, dont des produits locaux et des produits du commerce équitable et d'autres de filière solidaire *made in France*. Leurs atouts principaux sont la proximité, le large choix des références en produits frais, épiceries, hygiène, beauté 100 % bio et l'ouverture 6 jours sur 7.

Contre toute idée reçue, s'approvisionner en produits issus de l'agriculture biologique est tout à fait accessible à tous et y compris pour tous les Parisiens

Pour faire encore plus local et encore plus court, il suffit de se diriger vers les réseaux associatifs, dont les AMAP (association pour le maintien d'une agriculture paysanne). Quelques réseaux se démarquent dans leur volonté de s'inscrire dans une démarche durable, locale et responsable. Cette liste n'est pas exhaustive mais une invitation à consommer autrement.

> Apprenons à reconnaître ces plantes saines et savoureuses et à les apprécier.

« *Marché sur l'eau* » est une association qui a pour objet de distribuer en circuit court des paniers de fruits et légumes produits localement et transportés par bateau jusqu'à Paris. C'est également une façon de consommer différemment et de soutenir une agriculture locale, en bio notamment mais pas exclusivement, tout en étant solidaire et créatrice d'emploi. Retrouvez-les toute l'année le mardi et le samedi, place de la Rotonde à Stalingrad et sur les quais à Pantin.

« *La Ruche qui dit oui* » entend favoriser les circuits courts, tout en payant le prix juste. Une plateforme communautaire d'achats groupés directement auprès des producteurs locaux bio notamment. Le réseau compte 515 points-relais en France, dont une soixantaine à Paris et sa région.

JEAN-PIERRE MULLER / AFP

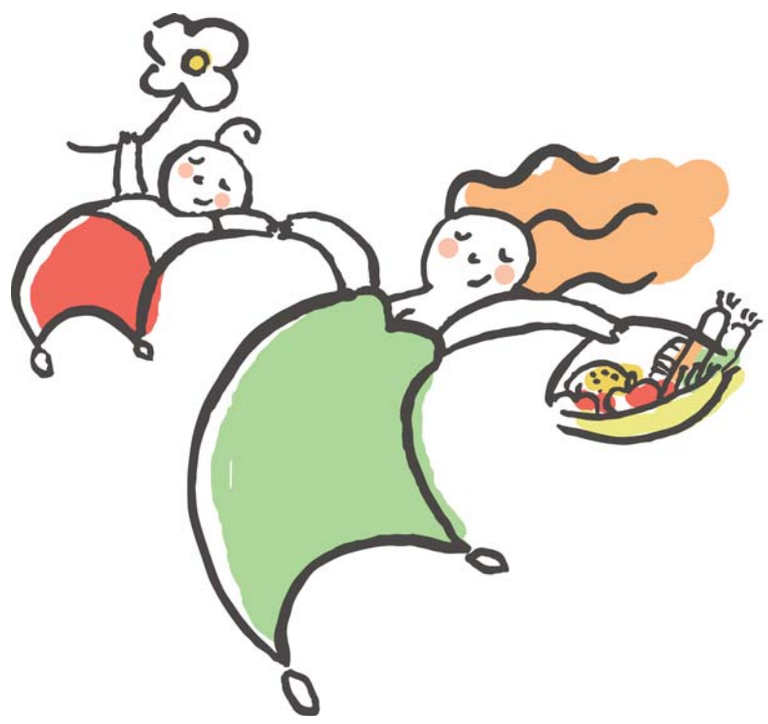
Les usagers du marché Raspail à Paris, n'ont que l'embarras du choix face aux étals des producteurs généreusement achalandés.

« *Mon panier bio* » propose un mode de consommation alternatif, un panier de fruits et légumes biologiques et fermier en circuits courts, en limitant les intermédiaires et renouant le contact avec les agriculteurs. « *Mon panier bio* » est un annuaire des paniers bio et fermiers, livrés chaque semaine à domicile ou près de chez vous. 62 adresses sont référencées en Ile-de-France, dont 23 à Paris.

« *Les AMAP d'Ile-de-France* » ont pour objectif de préserver l'existence et la continuité des fermes de proximité dans une logique d'agriculture durable, socialement équitable et écologiquement saine, de permettre à des consommateurs d'acheter à un prix juste des produits d'alimentation de qualité de leur choix, en étant informés de leur origine, et de la façon dont ils ont été produits, et de participer activement à la sauvegarde et au développement de l'activité agricole locale dans le respect d'un développement durable. Une AMAP réunit un groupe de consommateurs et un agriculteur de proximité autour d'un contrat dans lequel chaque consommateur achète en début de saison une part de la production qui lui est livrée périodiquement à un coût constant. Le producteur s'engage à fournir des produits de qualité dans le respect de la charte de l'agriculture paysanne.

Un consommateur éclairé en vaut deux. Cela prouve qu'un consommateur qui cherche un peu, parvient sans difficulté à ces réseaux qui permettent de s'approvisionner autrement. Consommer autrement, c'est être conscient des tenants et des aboutissants de ce choix. Cela est valable depuis la production avec les agriculteurs et les maraîchers, jusqu'à la transformation, que ce soit en France, en Europe voire en Amérique du sud, mais aussi en Chine pour finir dans le panier du « consomm'acteur ». Ainsi consommer « *Bio* » est une manière de vivre, une philosophie, un savoir, presqu'un art. Chacun a le choix, nous sommes tous responsable du devenir de la terre et de ses habitants et puisque nous sommes avertis, il n'y a plus qu'à agir... ou réagir. ■

« *Vous devez être le changement que vous voulez voir dans ce monde* », disait Gandhi



Pour en savoir plus :
ec.europa.eu/agriculture/organic/eu-policy/legislation_fr
www.marchesurleau.com
www.laruchequiditoui.fr
www.mon-panier-bio.com
www.amap-idf.org
www.marches-bio.org

Les marchés alimentaires parisiens comportent généralement quelques stands de produits bios, alors que nombre d'entre eux se sont spécialisés en bio uniquement. L'association des marchés biologiques d'Ile-de-France a été créée en 1994 par les commerçants et les producteurs présents en Ile-de-France tous les week-ends pour vendre leurs produits sur les marchés.

Lieux	Vendredi de 15 h à 19 h	Samedi de 8h à 14h	Dimanche de 8h à 14h
Les Lilas (93260)	Rue Waldeck Rousseau (face au théâtre)	-	-
La Celle Saint-Cloud (78170)	Place du Jumelage (près de la SNCF)	-	-
Batignolles (75017)	-	Bd. des Batignolles (métro Rome et Place de Clichy)	
Brancusi (75014)	-	Place Brancusi (Paris 14 métro Gaîté)	-
Boulogne-Billancourt (92100)	-	1er et 3e du mois (bus72 métro Boulogne)	-
Joinville-le-Pont (94340)	-	Av. Gallieni (RER A Joinville) 2e et 4e du mois	-
Versailles (78000)	-	Place de la cathédrale Saint-Louis	-
Raspail (75007)	-	-	Bd. Raspail Paris 6 (métro Rennes ou Sèvre Babylone)
Sceaux (92330)	-	-	Av. Jules Guesde (RER Robinson)
Rueil Malmaison (92500)	-	-	Place de l'église
Noisy le Sec (93130)	-	-	Place des découvertes

EpochTimes

Une collaboration étroite avec les plantes sauvages

SANDRA KUNZLI

Pratiquer l'agriculture biologique, c'est être respectueux envers les plantes, les animaux et bien sûr, les humains. Plus subtile est la collaboration qui existe entre le jardinier ou le maraîcher avec les plantes sauvages.

Pour se nourrir, on peut aussi profiter de ce que la nature nous offre tout près de chez nous, ou lors de nos promenades en forêt. C'est facile, économique et sain. Les vertus de l'alimentation ne se trouvent pas uniquement dans les légumes que nous achetons ou produisons, mais également dans ces plantes qui nous entourent et que nous ignorons parfois.

Communément appelées « *mauvaises herbes* », considérées comme envahissantes, dérangeantes et au cœur même de la raison d'être des désherbants nocifs et polluants, elles sont les indésirables, les exclues.

Mais à chaque niveau de la chaîne, à chaque maillon, nous avons notre raison d'être, notre rôle à jouer.

Ainsi, par méconnaissance, ces plantes sont taxées d'embarrassantes. La question est : pourquoi sont-elles aussi présentes, quoique nous fassions, au détriment des plantes environnementales ou alimentaires ?

La réponse est qu'elles sont tout simplement indissociables de la terre. Elles sont la continuité évidente du sol, révélatrices de qualités ou de problèmes. Elles sont son langage ou son appel, sa protection ou son remède. Ces plantes, fleurs ou graminées, sont le lien avec l'herbivore ainsi que l'Homme, mais encore faudrait-il les reconnaître, les écouter, les apprécier.

Ainsi, nous pourrions vivre en symbiose, comme elles savent le faire avec leur hôte. Voire s'en servir comme aliment ou comme condiment, car beaucoup d'entre elles sont comestibles.

Un véritable garde-manger

Plutôt que de se laisser envahir et désespérer sur le désherbage, apprenons à reconnaître ces plantes saines et savoureuses et à les apprécier.

En Europe, plus de 1.600 plantes sauvages ont nourri nos ancêtres.

À l'heure actuelle, environ 80.000 espèces végétales sont utilisées pour l'alimentaire à travers le monde. En France particulièrement, nos conditions climatiques, nos sols et nos altitudes nous permettent de récolter plusieurs centaines de plantes gustatives et nutritives. De quoi enrichir nos recettes, notre palais et nos étals de légumes et de fruits !

Cueillettes et bienfaits

Outre les formes, les couleurs, les saveurs et leur subtilité, la nature regorge de remèdes destinés à nos maux. Un abondant savoir en perdition! Sans parler de celui qui nous est nécessaire pour connaître les plantes elles-mêmes, leurs vertus, leur emplacement, les périodes de cueillette et leur consommation.

Certaines plantes offrent leurs feuilles. D'autres leurs fleurs, ou leurs fruits, leurs tiges ou leurs racines. Tout simplement étonnantes, elles ravissent les plus curieux et les plus gourmands d'entre nous. Les plus courantes sont l'ortie (Urtica dioica), le pissenlit (Taraxacum officinale), la bourse à pasteur (Capsella bursa-pastoris), la ficiaire (Ranunculus ficaria), l'ail des ours (Allium ursinum), les violettes (Viola odorata), les fleurs d'acacia (Robinia pseudo-acacia), le tussilage (Tussilago farfara), la primevère officinale (Primula officinalis), les asperges sauvages (Asparagus acutifolius), la mâche (Valerianella olitoria), la mauve (Malva sylvestris), le rumex alpin (Rumex alpinus)… ■

Pour en savoir plus :

- **Dégustez les plantes sauvages** de François Couplan et Marc Veyrat, aux éditions Sang de la terre
- **Grignotages sauvages** de Bruno Delaunay, aux éditions de Terran
- **Sauvages et comestibles** de Marie-Claude Paume, aux éditions Edisud
- **Cueillir et cuisiner les plantes sauvages** de Mireille Sicard, aux éditions Edisud
- **Guide Ethnolobotanique de phytothérapie** de Gérard Ducerf, aux éditions Promonature
- **Mon cahier de tisanes, pour se soigner avec les plantes** de Sophie Lacoste, aux éditions Mosaïques-Santé
- **Plantes médicinales** de François Couplan

web : aucoeurdesplantes.e-monsite.com

Stéphane Meyer/Epoch Times

Stéphane Meyer/Epoch Times

▲ L'aspérule odorante est séchée préalablement pour exprimer son parfum puis utilisée pour des tisanes, des sirops et des liqueurs.

◄ Merveilleux pesto qu'offre les feuilles d'ail des ours. Les fleurs, plus douces, accompagnent la salade.

Recette simple avec les orties

Omelette aux orties pour 2 personnes :
Cueillir des jeunes feuilles d'orties à la cime des tiges
Battre 4 œufs avec du sel et du poivre
Émietter quelques morceaux de féta
Mélanger et laisser cuire à feu doux
Déguster avec une tisane d'orties (riche en fer).

Bon appétit !

Stéphane Meyer/Epoch Times

Cette « *mauvaise herbe* » qu'est l'ortie contient huit fois plus de vitamine C que les oranges, autant de calcium que le fromage et d'avantage de protéines que le soja.

KENZO TRIBOUILLARD / AFP /Getty Images

Plage de Saint-Martin de Bréhal.

Agriculture biologique et agriculture agro-écologique : quel avenir et quels enjeux géopolitiques ?

GÉRARD CAMELIN

Depuis le rapport 2006 de la F.A.O., on estime qu'au moins 18 % des gaz à effet de serre sont dus aux rejets des activités d'élevage.

Cela en fait un élément majeur aggravant le réchauffement climatique. Les pays développés, grands consommateurs de viande, se voient de plus en plus contraints, suite aux problèmes de santé publique en lien avec cette consommation carnée, de réviser leurs habitudes alimentaires.

Par ailleurs, l'explosion des transports de marchandises agricoles, les importations massives de nourriture pour le bétail, des haricots verts du Kenya par exemple par avion, ne pourront pas durer indéfiniment à cause d'un ensemble de facteurs incontournables à identifier.

Les anticiper pour sauver les équilibres sociaux et financiers de nos sociétés devient une nécessité vitale. En effet, notre dépendance aux matières premières commence à rencontrer des limites matérielles.

Le fameux « pic de production pétrolier » avéré depuis 2006

Ainsi, pour toutes les compagnies pétrolières, malgré une augmentation massive des investissements dans l'exploitation des gisements, on constate depuis cette date que les productions mondiales diminuent. Seule la crise économique mondiale qui entraîne une baisse de la consommation, limite l'emballement des cours du pétrole. La demande des consommateurs se maintient à plus de 80 millions de barils/jour, et si ce chiffre ne représente « que » 4 % du PIB mondial, il conditionne entièrement les 99,9 % du total du PIB mondial. Toutes nos activités, même ce papier sur lequel cet article est écrit, n'existerait pas sans ce pétrole encore bon marché, de même que nos ordinateurs très énergivores.

L'Energy Watch Group (EWG), basé en Allemagne, a publié en octobre 2007 une étude affirmant que la production mondiale de pétrole a atteint son maximum en 2006. Ces experts estiment que le monde doit agir rapidement en prônant une utilisation massive d'énergies renouvelables et une augmentation considérable de l'efficacité énergétique, pour lutter contre le changement climatique et s'assurer que les lumières puissent encore rester allumées. « *Si nous entreprenons cela, nous n'aurons peut-être pas de crise de l'énergie* », est-il précisé dans l'étude.

> « Si nous entreprenons cela, nous n'aurons peut-être pas de crise de l'énergie »

Or, l'agriculture industrielle et ses innombrables transports énergivores en consomment énormément. De plus, les millions de tonnes d'engrais azoté nécessitent trois fois plus de pétrole pour les fabriquer, idem pour les pesticides et les insecticides, alors que par ailleurs, les ravageurs des plantations traitées deviennent de plus en plus résistants. D'où une augmentaion exponentielle des doses nécessaires pour y faire face.

C'est le même phénomène que nous pouvons constater pour les bactéries pathogènes face aux antibiotiques systématiquement et massivement utilisés dans les élevages industriels. Cette résistance provoque ainsi chez l'homme les fameuses maladies nosocomiales apparues dans les établissements hospitaliers, confrontés à des souches bactériennes de plus en plus résistantes, que les antibiotiques classiques ne peuvent plus traiter.

Ces cercles vicieux sont devenus, d'année en année, écologiquement difficiles à maîtriser à cause de la pollution atmosphérique, de l'eau potable, des rivières, mais aussi sur le plan sanitaire, ces produits constituant des perturbateurs endocriniens scientifiquement identifiés, qui déstabilisent nos systèmes hormonaux. À nouveau, même les équilibres financiers pour la santé publique sont clairement et profondément touchés.

Ainsi, la nécessaire transition énergétique et technologique des pratiques agricoles doit se mettre en place rapidement. Car, conjointement aux disponibilités en pétrole qui se raréfient, s'ajoutent celles des matières premières nécessaires aux technologies électroniques de pointe, omniprésentes dans l'agro-industrie et l'agro-alimentaire industriel, dont le phosphore, vital en agriculture.

L'évolution rapide de l'organisation financière des filières agrobiologiques

Dans le monde, au cours des dernières décennies, toutes les politiques agricoles ont systématiquement délégué aux logiques du marché dérégulé, l'organisation des productions du monde agricole. Ainsi les multinationales ont mis en concurrence selon le seul critère du prix d'achat qui doit être le plus bas possible, à courte échéance. Tous les autres critères sont occultés. Pourtant, le rapporteur spécial de l'ONU, Jean Ziegler, en a bien analysé les rouage dans ses livres, tels que *L'Empire de la honte* (2005), puis *La Haine de l'occident* (2008), qui décrivent la situation d'un milliard d'êtres humains affamés. Pour lui sans aucun doute, ce fléau n'est pas une fatalité mais une conséquence directe.

En effet, ce terme de marché libéralisé est l'organisation de monopoles puissants : 6 entreprises concentrent 80 % du commerce mondial des céréales, 3 détiennent 80 % du cacao et 3 autres 80 % des bananes, etc. D'où une situation où les profits des négociants en matières premières dépassent ceux pourtant énormes des banques.

La crise économique de 2008 a eu des dérives au niveau de la dette des pays développés, dont l'Europe, et sa monnaie, l'euro, dont la confiance est bien ébranlée. La baisse des cours mondiaux est, à terme, une éventualité qui pourrait se traduire par une inflation des importations, donc de tous les produits agricoles qui en dépendent forcément plus ou moins dans l'agriculture industrielle. Si ce processus est rapide, les temps d'adaptation des productions agricoles qui sont nécessairement liés aux délais des cultures créeront des tensions sociales très dangereuses.

Mener une réflexion pour les citoyens et les responsables politiques est fondamental, car « *gouverner c'est prévoir* » disait Pierre Mendès France.

Quels enjeux pour la vitalité de nos démocraties ?

Ces enjeux sont vitaux. Ils touchent aux besoins essentiels de nourriture et de biens terrestres, intimement liés à l'affectif et aux concepts mentaux. Ceux-ci devront donc évoluer. Cette gestion de l'organisation des circuits de production complexes, ainsi que de la distribution à un prix abordable de ces éléments nutritifs, concerne chaque citoyen. En cette période de crise économique, avec une remise en cause structurelle des services de l'État, ces enjeux autour d'une mise en place de véritables filières de productions vivrières, ayant déjà montré leur pérennité à petite échelle depuis des années, devraient se généraliser dans les différentes régions.

C'est une opportunité offerte aux services de l'État pour se mobiliser dans cette action, notamment pour le ministère de l'Agriculture. Le plan présenté, par le gouvernement actuel, des 20 % de produits bio pour 2020, est un premier pas indispensable qui devrait être confirmé dans les faits, contrairement aux résultats des engagements du premier Grenelle de l'Environnement en 2007. Une nouvelle déception des intervenants associatifs face aux défis que nous venons de résumer discréditerait durablement tous les hommes politiques, quelque soit le parti. Quoiqu'il en soit, la vitalité de nos démocraties sera mise à rude épreuve pour les décennies à venir, car les efforts à fournir à tous les niveaux seront très importants.

Bien que l'exigence de consommer différemment selon le terme de « *sobriété heureuse* » du philosophe paysan Pierre Rabhi provoquera un grand – et désagréable – choc culturel pour tous ceux qui ne l'ont pas anticipé, les consommateurs du monde entier pourraient effectivement bénéficier de cette transition en adoptant volontairement un mode de vie plus simple, consommant moins d'énergie et de ressources. Consommer moins, vivre plus, qualitativement et relationnellement, cela vaut la peine d'y réfléchir et de s'informer maintenant.

Bien que les questions d'approvisionnement alimentaires aient sans aucun doute le potentiel de causer de grandes souffrances humaines, l'abandon contraint d'un mode de vie de consommateur dépendant, à forte intensité énergétique, pourrait conduire l'humanité sur une voie plus juste, car plus durable et plus porteuse de sens. Nous devrions réinventer une autre relation à la vie dans une perception de notre dépendance écologique, au-delà de la culture du consumérisme. Mais il est important de saisir le fait que nous devrons renoncer à ce mode de vie avant qu'il ne disparaisse. Car les différents scénarios de transition qualitatifs impliquent que si nous attendons que le consumérisme soit abandonné sous la contrainte des circonstances, la transition vers l'après ne sera pas une bénédiction mais une malédiction sociale.

Ces scénarios montrent que les citoyens doivent s'investir en toute conscience dans ce cheminement vers plus d'agro-écologie. ■

COGEDIM

50 ANS D'EXIGENCE

Votre future adresse dans le Val-de-Marne, signée **Cogedim.**

L'exigence de COGEDIM, c'est :

- Une sélection des plus belles adresses,
- Des architectures élégantes et pérennes,
- Des appartements fonctionnels,
- Des prestations de grande qualité,
- Une décoration soignée des halls et parties communes,
- Un investissement durable.

EN TRAVAUX

CACHAN - Ex Libris

LANCEMENT

CACHAN - O Fil de l'O

EN TRAVAUX

CACHAN - Plein Ciel - Horizon

LANCEMENT

IVRY-SUR-SEINE
Les Jardins Inattendus Côté Square

VITRY-SUR-SEINE - Galerie 82

VITRY-SUR-SEINE - Le Temps des Lilas

GRENADINES & CIE - Illustrations non contractuelles destinées à exprimer une intention architecturale d'ensemble et susceptibles d'adaptations.

GROUPE ALTAREA COGEDIM

Disponible sur votre Smartphone

cogedim.com

0811 330 330
Coût d'un appel local depuis un poste fixe

(1) Offre valable pour toute réservation d'un appartement sur les programmes Jardins Inattendus Côté Square, Le Temps des Lilas et Galerie 82 à Ivry-sur-Seine et Vitry-sur-Seine selon stocks disponibles. Offre valable du 30 avril au 30 juin 2013 et non cumulable avec les autres offres Cogedim en cours ou à venir. (2) Frais de notaire offerts : hors frais liés à l'emprunt et hors frais d'hypothèque, de caution ou de privilège de prêteur de deniers ou tous autres frais de garantie liés au financement de l'acquisition. Offre non cumulable avec toute autre offre promotionnelle en cours ou à venir, valable du 30 avril au 30 juin 2013 sur le programme Ex Libris à Cachan sous réserve d'une signature de l'acte authentique dans les 45 jours suivant la notification notaire.

La véritable signification de la Vertu

Dans le taoïsme, Vertu 德 ou *De* réfère à la qualité innée, ou la vraie nature d'un être humain. Laozi disait que c'est seulement en étant vrai envers soi-même qu'on peut retourner à sa vraie nature originelle.

Toujours vrai et inébranlable,
Redevenir comme un petit enfant
Toujours vrai et indéfectible
Retourner à l'infini,
Toujours vrai et ingénieux
Retourner à l'état de Nature

Quels sont les bénéfices de cultiver la Vertu ?
Laozi explique :

Cultivez-la Vertu en vous-même, et la Vertu sera réelle.
Cultivez-la Vertu dans la famille, et la Vertu abondera.
Cultivez-la dans le village, et la Vertu croîtra.
Cultivez-la dans la nation, et la Vertu sera abondante.
Cultivez-la dans l'univers, et la Vertu sera partout.
Quelle est la « Vertu primale »?

Laozi décrit la Vertu primale comme suit :

Influer, mais sans posséder
Travailler, mais sans prendre de crédit
Mener mais sans dominer
Telle est la Vertu primale ■

Ban Zhao, la première historienne chinoise

DAVID WU

Ban Zhao (45-120 ap. J.-C.) est connue pour avoir été la première historienne et femme de lettres de la dynastie des Han de l'Est. Mariée à l'âge de 14 ans, elle se consacra à la littérature et à sa famille après la mort de son époux.

Son père avait débuté des recherches pour le *HanShu* (*Le Livre des Han*), pour compléter le *Shiji* (*Mémoires historiques*) de Sima Qian qui avait relevé l'histoire de la dynastie des Han de l'Ouest jusqu'à l'empereur Wu. Malheureusement, il mourut avant d'avoir achevé son œuvre. La tâche fut ensuite poursuivie par son fils, Ban Gu, qui rencontra le même destin, après avoir consacré près de deux décennies à transformer le travail de recherche en une nouvelle histoire de la dynastie des Han, plus complète. Finalement ce fut Ban Zhao, une femme talentueuse qui avait assisté son frère des années durant, qui finalisa la première édition de ce grand livre. Par la suite, *Le Livre des Han* fut considéré comme un modèle pour les écrits historiques par les historiens chinois.

Ban Zhao fut par la suite autorisée à enseigner et expliquer le livre aux chercheurs au sein de la bibliothèque royale. Grâce à ses connaissances approfondies, elle reçut à la cour le titre de « Personne de talent ». L'impératrice fut très impressionnée par ses connaissances et son sens de l'éthique en tant que veuve, et souvent la sollicita pour enseigner auprès des dames de la famille royale.

À soixante-dix ans, Ban Zhao écrivit *Préceptes des femmes*, aussi appelé *Leçons à l'usage des femmes*, de manière à transmettre des règles au sein de sa propre famille et immédiatement le livre circula dans tout le pays. Il donnait un aperçu des vertus que les femmes devaient respecter pour maintenir l'harmonie au sein de leur famille. Il fut considéré, des siècles durant, comme un guide pour la conduite des femmes.

Quand Ban Zhao mourut, l'impératrice et le peuple lui rendirent un profond hommage. ■

Illustration Blue Hsiao

BEST ASIA Art & Table
PARCOURS GASTRONOMIQUE chez les chefs japonais et asiatiques de Paris
SÉLECTION BEST ASIA
BESTASIAFRANCE@GMAIL.COM
Publicité / WebGraphic Design en japonais-chinois-coréen
07 50 52 18 47

Cuisine japonaise 7e Arr. AIDA
Chef japonais : Koji AIDA
1 rue Pierre Leroux
Ⓜ Vaneau
01 43 06 14 18
Mardi au dimanche
19h30 - 21h30 dernière commande

Cuisine française 8e Arr. AOKI
Chef japonais : Makoto Aoki
19 rue Jean Mermoz
Ⓜ Franklin Roosevelt
01 43 59 29 24
Fermé samedi midi et dimanche

13e Arr. Restaurant CHINA TOWN OLYMPIADES 中國城大酒樓
FÊTES DES GOURMANDS CHINOIS 44 av. d'Ivry
Karaoké de la capitale
Organisez vos anniversaires banquets et réceptions pour plus de 250 convives !
Ouvert 7j/7
11h45 à 14h45 - 18h45 à 1h du matin
tél. 01 45 84 72 21 - fax. 01 45 84 74 52
www.chinatownolympiades.com

Cuisine japonaise 1er Arr. MATSUDA
19 rue Saint-Roch
Ⓜ Tuileries/Pyramides
01 42 60 28 38
12h à 14h30 & 19h00 à 22h30
Fermé dimanche

Sinseollo Spécialités coréennes 1er Arr. DOKKEBI
« Le goût authentique et les bienfaits sur la santé »
33 rue des Petits-Champs
Ⓜ Pyramides
01 42 61 79 49
Fermé lundi

8e Arr. Restaurant Siamin
19 rue Bayard
01 47 20 23 70
Fermé le dimanche

8e Arr. KOK PING
SPÉCIALITÉS CHINOISES & THAÏ
01 42 25 28 85
4 rue de Balzac Ⓜ George V
Près de l'Arc de Triomphe - Fermé samedi midi

Cuisine japonaise 1er Arr. HIGUMA
163 rue Saint-Honoré
Ⓜ Palais Royal
01 58 62 49 22
32 bis, rue Sainte-Anne
Ⓜ Pyramides
01 47 03 38 59
11h30 à 22h - Ouvert 7j/7
Nouilles japonaises faites main

Cuisine japonaise 8e Arr. JIPANGUE
96 rue La Boétie
Ⓜ Franklin Roosevelt
01 45 63 77 00
Fermé samedi et dimanche

9e Arr. BULGOGI Ewha cuisine coréenne
06 23 63 95 65
35 rue Montholon
Ⓜ 7 Cadet
Fermé dimanche

11e & 13e Arr. PHO 13 PARIS
GASTRONOMIE VIETNAMIENNE
LA MEILLEURE SOUPE VIETNAMIENNE PHO
www.pho13.com
135 av. de Choisy 75013 Paris
01 45 86 59 15
11 rue Louis Bonnet 75011 Paris
01 43 38 18 30

Restaurant coréen 15e Arr. STAR KING Karaoké
+ de 15 000 chansons multilingues
Gangnam Style
K-POP
24h- ouvert 7j/7
11 rue du Théâtre
Ⓜ 10 Charles Michel
01 45 77 69 69 / 06 77 23 18 76

Authentique japonais 2e Arr.
Comptoir tournant de sushis et sashimis
江戸っ子 EDOKKO
À deux pas de la place de l'Opéra
27 bd des Italiens
01 40 07 11 81
Ⓜ Opéra

8e Arr. 1er restaurant indien depuis 1976
Tout près des Champs-Elysées
RESTAURANT INDRA
10 rue du Commandant-Rivière
Ⓜ Saint-Philippe du Roule
01 43 59 46 40 restaurant-indra.com
Fermé samedi midi & dimanche

15e Arr. i-vinci 아이빈치
SAVEURS DE LA CORÉE
Restaurant coréen i-vinci
54-58 rue Mademoiselle
Ⓜ 8. Commerce Ⓜ 6.Cambronne
01 40 61 00 05

Cuisine coréenne traditionnelle 15e Arr. GWON'S DINING
Chef coréen : Lee Hyun Mee
51 rue Cambronne
Ⓜ Cambronne
01 47 34 53 17
Fermé le midi

Cuisine japonaise 6e Arr. SHU
Chef japonais : Osamu Ukai
8 rue Suger
Ⓜ Saint-Michel
01 46 34 25 88
www.restaurant-shu.com
Fermé dimanche

Pâtisseries japonaises 7e Arr. WALAKU
par Aida
Le Japon délicat à Paris
Déjeuner Obento & Salon de thé
33 rue Rousselet
Ⓜ Vaneau
01 56 24 11 02
Mercredi au dimanche 12h à 19h

Cuisine chinoise 16e Arr. SHANG PALACE
Chef chinois : Frank Xu
10 av. d'Iéna Ⓜ Iéna
Hôtel Shangrila - F3
www.shangri-la.com
01 53 67 19 92
Fermé mardi et mercredi

EpochTimes

Oblomov : un classique russe à la Comédie française

MICHAL BLEIBTREU NEEMAN

Oblomov (1859), le classique d'Ivan Alexandrovitch Gontcharov (1812-1891), symbole de la noblesse russe et de la Russie juste avant l'abolition du servage (1861), ne perd pas aujourd'hui de son actualité et de son aspect universel.

Oblomov était devenu un tel mythe qu'en 1859 le terme « *oblomovisme* » a été repris par le critique littéraire russe Nikolaï Dobrolyubov, dans son article « *Qu'est-ce l'oblomovisme* », pour designer le paradigme de la paresse et de l'apathie. D'ailleurs, Lénine qui disait relire *Oblomov*, a utilisé ce terme pour dénoncer les états d'âmes « antisoviétiques ».

La petite histoire d'Oblomov propriétaire terrien

Oblomov, propriétaire terrien dans le petit village Oblomovka, habite depuis un moment à Saint-Pétersbourg, dans un appartement. La négligence du lieu est le reflet de son état d'âme. Il partage son appartement avec son serviteur Zakhar, formant ainsi le couple classique maître-valet - leurs relations intimes qui s'étalent sur plusieurs générations renforcent une symbiose et un chantage émotionnel.

Oblomov passe ses jours en robe de chambre sur sa méridienne. Cependant il n'est ni fatigué, ni malade, ni déprimé, juste accablé d'une profonde nostalgie. Il se languit de son enfance – son village natal, sa maison, ses forêts, ses plaines, la vie rurale –, ces instants où il était heureux et entouré d'amour.

Il refuse de vivre le présent, de participer à la vie, de prendre la moindre décision, ne serait-ce que la décision de se lever. S'agit-il d'un handicap, d'une paresse infranchissable, d'une peur paralysante, ou plutôt d'une philosophie : une perception qui ne voit dans toute intention humaine que la vanité des choses. Et, ce qui semble commencer par être tout d'abord un point faible devient finalement un atout. Car si dans un premier temps Oblomov se tourmente et se pose la question du pourquoi il n'est pas comme les autres, plus actif, dans un second temps, il se désintéressera totalement du monde illusoire.

Le déni d'une vie illusoire, la quête d'un sens

Contrairement à Oblomov, son meilleur ami Stoltz, qui essaie de le faire participer à la vie, de travailler, de voyager, de fréquenter les gens, d'aimer, représente le monde du travail et celui de la logique occidentale. L'arrivée de Stoltz semble changer la vie d'Oblomov. Il est tenté un moment mais pas pour longtemps. Stoltz lui présente Olga dont la gentillesse égale la beauté.

Mais Oblomov renonce à sa passion pour la ravissante Olga au profit d'une vie calme auprès d'une femme simple qui lui prépare les mets de son enfance. Et une fois de plus, il refuse de participer à la course chimérique après la renommée et le gain, les composants d'un soi-disant amour propre : plus de dîners aux faux sourires où l'on n'échange « *aucun mot authentique d'amitié* ». Car à quoi sert d'acquérir des biens. À quoi sert de jouer aux cartes, de fréquenter des gens qui n'éprouvent aucune bienveillance, aucune sympathie les uns envers les autres. Ne sont-ils pas aussi endormis que lui ? À quoi sert une telle vie, questionne-t-il ? Si nous vivons, il doit y avoir une raison, finit-il par dire.

> Ce qui semble commencer par être tout d'abord un point faible devient finalement un atout.

La paresse d'Oblomov contient donc une dimension spirituelle.

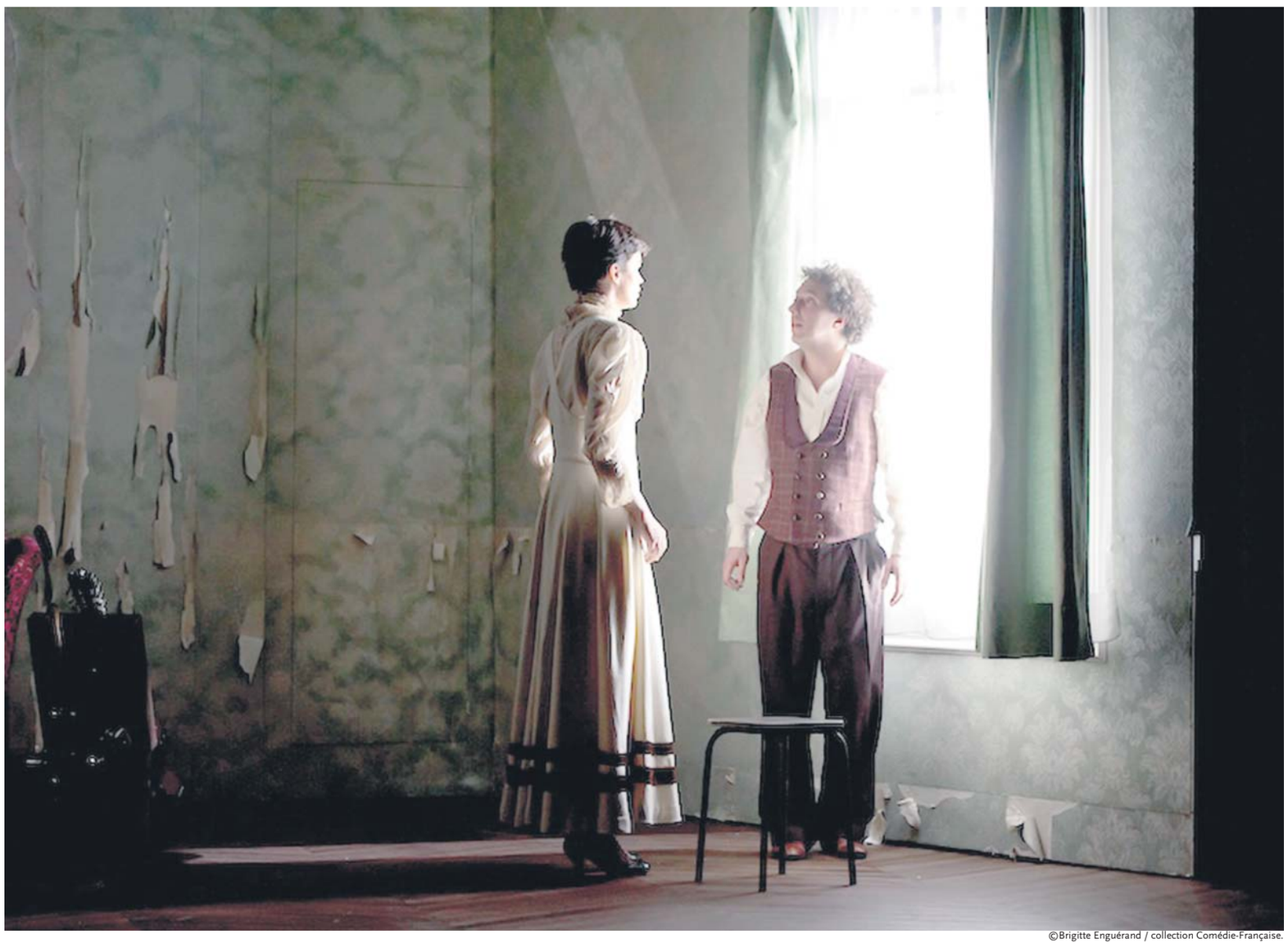
Le contexte du roman

Les slavophiles contre les occidentalistes

Ainsi Gontcharov met en opposition les deux courants principaux de son époque : les slavophiles et les occidentalistes. Les slavophiles incarnés par le personnage d'Oblomov éprouvaient une nostalgie du passé et souhaitaient le retour aux valeurs traditionnelles russes. Ils prônaient deux aspects majeurs de ce qu'ils appelaient l'âme russe : la liberté intérieure d'un côté et la compassion provenant de la foi orthodoxe de l'autre. Les slavophiles rejetaient la modernisation, ainsi que le développement urbain auxquels ils préféraient la nature et le milieu rural.

À l'inverse d'Oblomov, Stoltz, toujours affairé et menant une vie sociale dynamique, représente les occidentalistes. La rationalité et l'action portent un nom allemand. Les Allemands inspiraient plus que toute autre nationalité, le sentiment ambigu d'admiration et de ressentiment envers cette Europe qui « contaminait » la Russie du XVIIIe siècle.

Olga, comme Stoltz, est attirée par l'Europe. Ceci est incarné par l'air d'ouverture de la fameuse tragédie de l'opéra italien *Norma* (1831), qu'elle chante avec une voix divine, qui d'ailleurs séduit également Oblomov - *La Casta Diva*.



©Brigitte Enguérand / collection Comédie-Française.

Marie-sophie Ferdane dans le rôle d'Olga est ravissante et nous touche comme elle touche Oblomov. ▲

Oblomov partage son appartement avec son serviteur Zakhar, formant ainsi le couple typique du maître-valet. ►

©Brigitte Enguérand / collection Comédie-Française.

La mise en scène

Cette opposition prend une forme significative dans les rêves d'Oblomov sur son enfance à la campagne. La mise en scène de Volodia Serre réussit parfaitement à les livrer. La vidéo (Thomas Rathier) du rêve projeté sur un écran, met en contraste le mouvement onirique avec la passivité d'Oblomov. Ainsi que l'arrivée de son ami Stoltz, ouvrant le toit et poussant les murs au sens littéral du mot.

Marie-Sophie Ferdane, dans le rôle d'Olga, est ravissante et nous touche comme elle touche Oblomov. Un grand mérite à Guillaume Gallienne qui tient la pièce quasiment seul. Ses dialogues avec Zakhar,Yves Gasc, sont habiles et comiques et nous font voyager dans cet univers de la noblesse russe. Sébastien Pouderoux dans le rôle de Stoltz, incarne bien le contraste entre l'homme de raison et d'action et celui du non-agir. Céline Samie et Nicolas Lormeau nous projettent également dans ce monde de caractères russes.

En parlant d'Oblomov, il est presque impossible de ne pas mentionner le magnifique film de Nikita Mikhalkov et la scène de rêve qui entame et clôture le film *Quelques jours dans la vie d'Oblomov* (1979), où la caméra suit le petit Oblomov courant joyeusement dans les plaines de son enfance. Mikhalkov, slavophile connu, garde ainsi le contraste entre la beauté époustouflante de la nature et la laideur étouffante de la vie urbaine. Il exprime cette nostalgie d'une autre Russie authentique et grandiose.

Malgré ses caractéristiques profondément russes du XVIIIe siècle, Oblomov ne vieillit pas et reste universel. Et l'interrogation intérieure sur le sens de la vie et l'amour propre reste aussi actuelle à l'Occident qui continue son *Rate Race*, ou sa course folle, sans se poser et se demander « *pourquoi ?* »

Oblomov de Gontcharov
Adaptation et mise en scène
de Volodia Serre.

Du 7 mai 2013 au 9 juin 2013
Vieux-Colombier
(Comédie-Française)
Tél. 01 44 39 87 00 et 01.
Durée du spectacle : 3h avec entracte

CHRISTIAN BENDA

LA 8e SYMPHONIE DE BEETHOVEN

© Vincent Calmel

LE 12 JUIN À GENÈVE

BÂTIMENT DES FORCES MOTRICES - 20H

AVEC

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE TURIN

Un magasin nommé UneBonneSanté

UneBonneSanté

3, rue de la Boulangerie
1204 Genève

Tél : 022 310 15 86

www.unebonnesante.ch

Tout le monde le sait, une bonne santé passe par l'estomac. Denyse André-Charrière, thérapeute et co-responsable du magasin, explique : « *La nutrition joue un rôle essentiel dans le maintien de la santé. C'est la base, notre carburant peut-on dire. S'il est de qualité, l'énergie sera au rendez-vous.* »

C'est pourquoi ce petit magasin, situé à Genève au cœur de la vieille ville, propose une gamme de produits alimentaires de haute qualité. Pour un petit creux, on y trouve des soupes « *crues chaudes* ». Cuites à basse température, elles conservent un maximum de vitamines ainsi que le croquant et la saveur des aliments qui sont mis en valeur par des herbes et des épices.

Les sandwiches chauds en forme de cœur, à base d'un mélange de farines complètes et de graines, sont spécialement conçus pour le magasin et garnis de légumes chauds, de protéines de haute qualité (poissons du lac comme la Fera…) et d'huiles rares (amandes/curcuma/poivre, noix, lin, courge, …)

Les desserts fruités sans produit laitier sont très peu sucrés, l'idée est de proposer des préparations qui conservent toutes les saveurs des aliments.

Parmi les smoothies aux laits végétaux proposés : le smoothie vert contient du nopal (feuilles du figuier de Barbarie) qui accélère le transit intestinal et absorbe les graisses.

Vous l'aurez compris, chez UneBonneSanté tout est pensé en termes de bien-être pour le palais et l'estomac. Les personnes qui y travaillent apportent chacune leurs compétences. Ils aiment à se définir comme des « *déployés* », c'est-à-dire des gens responsables et créatifs qui déploient leurs ailes afin de vivre une vie enrichissante et épanouie dans un esprit *slow food*.